

COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 10 NOVEMBRE 2010

WOENSDAG 10 NOVEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 11 h 08 par Mme Muriel Gerkens, présidente.

01 Questions jointes de

- **M. Renaat Landuyt** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le montant de 115 millions d'euros de saisies inscrit comme recettes dans le budget" (n° 677)
- **M. Renaat Landuyt** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le montant de 115 millions d'euros de saisies inscrit comme recettes dans le budget" (n° 678)
- **M. Hagen Goyvaerts** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'utilisation de fonds provenant de l'OCSC comme recettes budgétaires" (n° 681)
- **M. Georges Gilkinet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'avis de la Cour des comptes sur les recettes illégales dans le budget 2009" (n° 695)

01.01 Renaat Landuyt (sp.a): J'ai lu dans *De Tijd* que le gouvernement se serait servi de 115 millions d'euros de capitaux confisqués comme s'il en avait la propriété.

L'argent a été transféré de la Caisse des Dépôts et Consignations au Trésor. Le gouvernement parle de capitaux d'origine criminelle.

La question essentielle est de savoir si le gouvernement est habilité à effectuer cette opération. L'OCSC doit d'abord déposer ces capitaux auprès d'une banque publique qui est ensuite à son tour obligée de verser l'argent au Trésor.

L'information est-elle exacte? Quel gouvernement a pris cette décision et à quel moment? Qui a décidé de transférer les capitaux de l'OCSC à la Caisse des Dépôts et Consignations? Qui a ensuite décidé de les transférer au Trésor?

À quel poste ou auprès de quelle instance ce montant a-t-il finalement été inscrit? Aucun contrôle n'a-t-il été exercé sur cette transaction? Certaines instances ont-elles réagi? N'a-t-on pas tenu compte de leur avis ou étaient-elles d'accord? Le cas échéant, qui a ignoré leur avis? Comment éviter ce genre de situations à l'avenir? Ou est-ce une tempête dans un verre d'eau?

01.02 Hagen Goyvaerts (VB): La décision d'inscrire comme recettes acquises la somme de 115 millions d'euros de biens saisis mais non confisqués relève du pari calculé. Nous avons déjà entendu les déclarations de différents ministres. Le ministre de la Justice déclare que cette inscription a été réalisée avant sa prise de fonctions et qu'il n'en a pas été informé; le premier ministre minimise l'affaire et déclare qu'il s'agit d'un problème purement comptable. M. Luc Van Biesen, membre du comité de contrôle de la Caisse des Dépôts et Consignations, a déclaré qu'il s'agissait d'une opération unique réalisée à la demande du gouvernement pour réduire le déficit.

Quand et en vertu de quelle délibération le gouvernement a-t-il décidé d'inscrire ce montant au budget 2009?

Comment est réalisé le contrôle des virements de la Caisse des Dépôts et Consignations vers le Trésor? Cette opération est-elle unique? Est-il exact que les versements ont été réalisés à la demande du gouvernement pour réduire le déficit budgétaire? Quelle a été l'incidence de cette opération sur le budget? D'autres opérations du même type ont-elles été réalisées? Comment ont-elles été décelées et rectifiées?

01.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Selon la Cour des comptes, 115 millions d'euros auraient été intégrés au budget fédéral, somme saisie par la Justice mais dont la confiscation n'a pas encore été décidée par un tribunal. L'ancien directeur, entre-temps licencié pour faute grave, de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation, auquel revenait la gestion de cette somme, avait d'ailleurs prévenu le gouvernement de l'illégalité du procédé.

Ce procédé est-il considéré comme légal par le gouvernement? Pour quelles raisons y a-t-on recouru? A-t-il été validé par un avis juridique préalable et lequel? Les fonds restent-ils disponibles pour un éventuel remboursement? Le gouvernement compte-t-il revenir sur l'option de recourir à des recettes illégales, comme l'a laissé entendre le ministre de la Justice? Quelles seront les conséquences sur le budget et comment seront-elles compensées?

01.04 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): La décision de verser ce montant de 115 millions d'euros au Trésor a été prise lors du Conseil des ministres du 23 octobre 2008. Il s'agissait de l'approbation d'une décision budgétaire. La somme a été inscrite à l'article 16.04.01 au titre de "recettes accidentelles". Toutes les décisions budgétaires relatives aux recettes ont pour but d'alimenter le budget en recettes.

J'ai été surpris par la réaction, car des représentants de la Chambre et du Sénat étaient présents lors de la procédure de contrôle de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La comptabilité de cette Caisse est soumise à un contrôle trimestriel et annuel par la Cour des comptes. La Commission de surveillance donne son approbation chaque année. Elle est composée du premier président de la Cour des comptes, d'un député, d'un sénateur, d'un représentant de la Banque nationale de Belgique et de l'administrateur général de l'administration de la Documentation patrimoniale.

(*En français*) Monsieur Gilkinet, le rapport de la Cour des comptes correspond à la réalité. Le point de départ est une décision budgétaire ayant un impact sur les recettes se terminant par un transfert vers le Trésor.

(*En néerlandais*) Le versement n'a pas été inscrit dans la comptabilité SEC comme recette étant donné qu'il s'agit d'un fonds de tiers. Un contrôle a été réalisé par l'ICN.

(*En français*) S'agissant de fonds de tiers, l'INS a considéré que cela ne pouvait entrer en ligne de compte.

Sur ma proposition, le Conseil des ministres a décidé ce matin que les fonds seraient reversés du Trésor vers la Caisse des Dépôts et Consignations et qu'un groupe de travail serait créé pour examiner la situation comptable et budgétaire de ce type d'opération ainsi que les décisions à prendre à l'avenir en matière de sommes saisies.

(*En néerlandais*) Il ne s'agit que d'une des options envisageables, mais un transfert au Trésor est également tout à fait réalisable pour autant que le Trésor garantisse le remboursement de l'intégralité des sommes.

(*En français*) Je ne me prononce pas sur ce qui s'est passé à l'Organe pour la Saisie et la Confiscation et la mise à pied de son responsable.

Cette situation aura permis de poser deux questions. Que se passe-t-il au sein de l'Organe? Avons-nous le détail des décisions de justice concernant les confiscations?

Donc, une décision a été prise le 23 octobre 2008, avec une inscription des montants dégagés en recettes et donc transfert vers le Trésor; non-inscription, en définitive, comme recettes dans le budget 2009 à la suite de

l'avis de l'INS; enfin, un reversement a eu lieu vers la Caisse des Dépôts et Consignations, et un groupe de travail a été créé. Je suppose que le Parlement sera associé au débat et que les résultats lui seront présentés pour voir comment gérer à l'avenir ce genre de situation.

01.05 Renaat Landuyt (sp.a): La récente décision gouvernementale est correcte.

Le raisonnement selon lequel l'usage temporaire de fonds de tiers est permis, puisqu'il est assorti d'une garantie de les restituer plus tard, témoigne d'un estompement de la norme. La Caisse de Dépôts reçoit des capitaux en dépôt et les utiliser en attendant leur restitution est une manière dangereuse de procéder.

01.06 Hagen Goyvaerts (VB): Je m'étonne que l'on continue à prétendre qu'il n'y a aucun problème, alors que les capitaux ont été reversés.

La mise en place d'un groupe de travail est une solution typiquement belge. J'avais demandé s'il y avait d'autres recettes accidentelles du même ordre.

Les affirmations de l'un des contrôleurs n'ont pas été démenties.

Cette affaire jette un éclairage sur la manière dont un budget est élaboré. Toutes les ficelles sont bonnes pour réduire le déficit et c'est une raison supplémentaire pour souhaiter après onze ans, la désignation d'un nouveau ministre des Finances.

01.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le gouvernement a fait marche arrière depuis cette décision de 2008, ce qui accroît *de facto* le déficit pour 2009. Cela ne relève pas d'une gestion sérieuse des finances publiques.

Une autre question qui doit être posée au ministre de la Justice porte sur la gestion par l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation des sommes qui lui sont confiées. À quel établissement bancaire sont confiées ces sommes? Comment sont-elles gérées de façon active et éthique? M. Devlies avait voulu me rassurer en répondant que vous aviez la situation en main mais je constate que ce n'est pas du tout le cas.

La **présidente**: Il sera intéressant de suivre les travaux menés par le gouvernement sur le sujet. Nous assurerons donc un suivi.

L'incident est clos.

02 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le système STIMER" (n° 10)

02.01 Peter Logghe (VB): Les amendes ne sont efficaces que si elles sont réellement perçues. Il m'a souvent été répondu à des questions précédemment posées que l'administration ne tient pas de statistiques fiables sur les amendes impayées. Le ministre disait placer tous ses espoirs dans le système informatique STIMER. Quand celui-ci sera-t-il opérationnel? Quel en est le prix global? S'agissait-il d'une priorité pour ce gouvernement démissionnaire et est-ce toujours le cas?

02.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Le STIMER est un système de traitement intégré uniforme et efficace pour la perception, la comptabilité et le recouvrement de l'ensemble des prélèvements du SPF Finances. Le système STIMER se répartit entre des modules transversaux, comme le module perception et recouvrement, et des modules plus spécifiques comme le module "amendes pénales". Le module "amendes pénales" et les modules transversaux qui y sont directement liés doivent être suffisamment stables et opérationnels pour qu'on puisse les utiliser.

Les collaborateurs sont satisfaits du test du système effectué dans les bureaux des Amendes pénales à Gand et à Liège. Tout est mis en œuvre pour introduire le système dans d'autres bureaux entre le 1^{er} et le 31 mars 2011.

Le coût total du système STIMER, tel qu'il a été fixé au début du projet, s'élève à 24,5 millions d'euros. Le coût du module spécifique pour les amendes pénales s'élève à 570 000 euros et celui des modules

transversaux pour la perception et le recouvrement à 4,2 millions d'euros.

L'investissement mené par le gouvernement démontre qu'il s'agit bel et bien d'une priorité. Il avait été décidé depuis le début que le module pour les amendes pénales serait l'un des premiers à être mis en place.

Bref, nous ne sommes pas seulement occupés à informatiser le département des Finances, nous essayons aussi de venir en aide à la Justice.

02.03 Peter Logghe (VB): Quand aura lieu la première évaluation? Qu'advient-il si le nouveau gouvernement n'est pas encore en place d'ici là? Comment la mise en œuvre se déroulera-t-elle dans les autres bureaux? Je reviendrai certainement encore sur la question.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les conséquences de la faiblesse persistante des taux d'intérêt" (n° 15)

03.01 Peter Logghe (VB): Les réserves de la moitié des 600 fonds de pension néerlandais auraient diminué en deçà du degré de couverture. Pour les assureurs belges également, les taux bas permanents – actuellement de 2,8 % – constituent une sérieuse menace. Ils ont en effet garanti à leurs clients un taux d'au moins 3,75 %.

Le ministre se concerta-t-il avec le secteur à ce sujet? Combien de temps la garantie de 3,75 % pourra-t-elle encore être maintenue? Les clients peuvent-ils invoquer la rupture de contrat par les assureurs si le rendement garanti diminuait? Le nouveau taux aura-t-il une incidence sur la pension déjà constituée? Le danger n'est-il pas que les assureurs se tournent vers des placements plus risqués pour quand même obtenir des rendements supérieurs?

Quel est le degré de couverture des fonds de pension belges actuellement? Combien sont-ils en difficulté? Que peut faire un gouvernement démissionnaire pour protéger les assurés?

03.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): On peut en effet s'inquiéter de l'incidence des taux faibles sur les compagnies d'assurances mais il ne faut pas céder à la panique: le secteur et le gouvernement prennent en effet des mesures pour offrir des garanties aux compagnies et aux titulaires de polices.

Ce problème se pose essentiellement avec les contrats d'assurance sur la vie avec rendement garanti, c'est-à-dire les contrats branche 21 auxquels s'applique encore le taux d'intérêt maximum de 3,75 %. Il s'agit là d'une garantie maximale, ce qui signifie que les compagnies peuvent donner une garantie plus basse. Ceci se produit dans la pratique. La garantie moyenne a baissé, passant de 4,5 % en 1999 à moins de 3 % en 2008. Elle continuera de baisser.

La CBFA, qui assure un suivi rapproché de la situation, peut prendre des mesures dans le cadre de son contrôle prudentiel. C'est ainsi que les compagnies sont d'ores et déjà tenues de constituer des provisions complémentaires si le taux d'intérêt garanti est supérieur de 0,10 % au taux pivot. Si le taux pivot est supérieur, les provisions peuvent être démantelées. La commission évalue le risque de chaque compagnie sur la base d'un dossier circonstancié. Elle veillera à ce que les participations bénéficiaires soient en concordance avec la capacité financière des compagnies d'assurances. Celles-ci doivent d'ailleurs communiquer à la CBFA la composition de leurs portefeuilles de placements tous les trimestres.

La CBFA veille à ce que les placements satisfassent aux principes de prudence que sont la sécurité, la liquidité, la répartition des risques et le rendement.

Je demanderai à tous les intéressés de consacrer un débat à une adaptation du taux d'intérêt maximum, débat qui devra prendre en considération les intérêts des consommateurs, des titulaires de polices d'assurances et des compagnies. Le principe reste évidemment le même: une modification du taux d'intérêt ne s'applique que pour l'avenir.

Le degré de couverture des droits des affiliés à un fonds de pension est de 135 %. Le degré de couverture

exigé, compte tenu des marges à prévoir, s'élève à 115 %. Enfin, j'attire votre attention sur le fait qu'un fonds de pensions sur cinq suit un plan de redressement qui a été convenu avec la CBFA et qui fait l'objet d'un suivi par la CBFA.

L'incident est clos.

04 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la candidature de la Belgique à la Coupe du monde de 2018 et les exonérations fiscales en faveur de la FIFA" (n° 18)

04.01 Hagen Goyvaerts (VB): La FIFA conditionne l'organisation de la Coupe du Monde en Belgique et aux Pays-Bas à une exonération de l'impôt des personnes physiques et de la TVA sur les factures d'hôtels, de restaurants et d'achats divers au bénéfice de ses membres et administrateurs. En l'absence d'une base légale régissant cette matière, la FIFA exige le paiement en espèces du manque à gagner résultant du non-octroi de cet avantage.

Un gouvernement en affaires courantes peut-il octroyer ce type d'exonération fiscale?

L'Inspection des Finances a émis plusieurs réserves quant à la signature de la convention relative aux garanties demandées par la FIFA. Ces garanties incluent en effet une disposition en vertu de laquelle la FIFA peut fixer elle-même la durée de cette exonération. Par ailleurs, les entreprises étrangères actives pour la FIFA devront également bénéficier d'une exonération, au contraire des sociétés belges qui seront ainsi victimes d'une forme de distorsion de concurrence. Que dispose la législation européenne à ce sujet?

Le ministre a-t-il pris en considération les observations formulées par l'Inspection des Finances? En vertu de quel principe du droit fiscal les participants et administrateurs de la FIFA peuvent-ils être exonérés de l'impôt des personnes physiques et de la TVA? Si la loi ne permet pas un tel arrangement, comment le ministre va-t-il créer une exception qui lui permette de ne pas violer le principe constitutionnel d'égalité? Est-il exact que la Belgique doit payer à la FIFA une somme correspondant au manque à gagner si elle ne peut lui octroyer cette exonération fiscale?

04.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Ces différents points ont été examinés lors d'une audition organisée à la commission du Sénat avec le premier ministre. Le dossier d'acte de candidature est disponible auprès du greffier au Sénat.

Les garanties offertes par le gouvernement belge dans le cadre de la candidature commune avec les Pays-Bas pour l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018 ou 2022 ont été préalablement soumises à l'Inspection des Finances et le gouvernement a par ailleurs pris acte des remarques, tout en étant convaincu que la portée des garanties renforcées a été suffisamment délimitée. L'organisation est dès lors parfaitement possible dans le respect des règles de droit interne et international. Une série des exonérations demandées par la FIFA ne peuvent être accordées sans une initiative législative préalable, qui doit être prise en concertation avec le Parlement. Nous essayons ainsi de défendre notre candidature.

La réserve a également été actée explicitement dans la déclaration de garantie.

La réglementation européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée ne comporte aucune disposition qui permet l'octroi d'une exonération directe ou indirecte de la TVA visant spécifiquement l'organisation de grands événements sportifs de ce type. La TVA perçue sera remboursée à la FIFA. La déclaration de garantie mentionne expressément la prééminence du droit international.

Nous nous rendrons à Zürich avec le premier ministre le 2 décembre pour essayer de décrocher l'organisation de la Coupe du monde de football et je considère cette question comme un soutien à notre candidature.

04.03 Hagen Goyvaerts (VB): C'est légèrement exagéré. Nous avons débattu de cette candidature, mais il semble qu'il y ait anguille sous roche, à l'exemple des avantages fiscaux revendiqués par la FIFA et des recettes de TVA dont elle exige le remboursement. L'enjeu, rien qu'aux Pays-Bas, s'élève à plus de 300 millions d'euros.

Pourquoi le gouvernement belge devrait-il être complice de la cupidité de la FIFA, alors qu'il – c'est-à-dire le contribuable – doit supporter tous les coûts? En 2018, lorsqu'il faudra inscrire les dispositifs nécessaires au budget, nous mesurerons le soutien dont bénéficiera encore ce projet. J'imagine qu'une énorme fête belge sera présentée au monde entier en 2018, avec la fierté nationale qui convient, mais nous ne siégerons alors peut-être plus au Parlement.

04.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): La question du football s'inscrit dans les affaires courantes et nous avons de fortes chances de réussir.

L'incident est clos.

05 Question de M. Damien Thiéry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les frais professionnels des biens à usage mixte" (n° 23)

05.01 Damien Thiéry (MR): Dans votre réponse à une question parlementaire du 14 juin 2001 du sénateur Thissen, et reprise dans une circulaire visant le titulaire de profession libérale ayant acquis un immeuble en indivision et partiellement affecté à des fins professionnelles, vous affirmiez que le contribuable doit prouver qu'il a affecté ses propres moyens financiers par priorité à des investissements privés, et financé par l'emprunt des investissements professionnels. Vu la jurisprudence récente en la matière, quand le contribuable ne peut apporter une telle preuve, les fonds empruntés peuvent être considérés comme ayant servi par priorité à financer les investissements professionnels. Si l'emprunt ne dépasse pas le prix payé pour la quotité de l'immeuble affectée à des fins professionnelles, la totalité des intérêts peut être déduite à titre de frais professionnels.

Cette réponse est-elle aussi d'application pour les contribuables qui recueillent des bénéfices ou rémunérations? Et pour les immeubles dont une partie est entièrement ou partiellement affectée à des fins professionnelles?

05.02 Didier Reynders, ministre (*en français*): Ma réponse à la question du 14 juin 2001 posée par le sénateur Thissen se référerait à un cas de profession libérale. Elle s'applique également à des contribuables qui recueillent des bénéfices ou rémunérations. Elle vaut aussi pour les immeubles dont une partie est entièrement ou partiellement affectée à des fins professionnelles.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **Mme Liesbeth Van der Auwera au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'évaluation de l'application de la loi tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, pour ce qui est de l'appartenance sexuelle en matière d'assurance" (n° 89)**
- **M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la thèse de l'avocat général de la Cour de Justice européenne en ce qui concerne la différence entre les montants des primes d'assurances vie en fonction du sexe" (n° 117)**

06.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Nous avons transposé en 2007 la directive interdisant un traitement différent des hommes et des femmes en matière d'assurances individuelles. La directive permet encore de considérer le sexe comme un critère déterminant pour le calcul de la prime des assurances automobile, maladie et vie. Nous avons finalement opté de n'inscrire cette exception dans la loi antidiscrimination belge que pour les assurances vie, à l'inverse de 24 autres pays européens qui autorisent également cette exception dans d'autres branches d'assurances.

Cette loi ayant fait l'objet de nombreuses discussions préalables, il a été décidé de la soumettre, avant le 1^{er} mars 2011, à l'évaluation des Chambres législatives sur la base d'un rapport de la commission d'évaluation. La composition et le fonctionnement de cette commission devaient être définis dans un arrêté

royal qui n'a toujours pas été publié.

Test-Achats a entre-temps saisi la Cour constitutionnelle pour contester l'exception faite pour les assurances vie. L'avocat général près la cour de justice a déclaré qu'il est effectivement question de discrimination en l'occurrence. La Cour suivra vraisemblablement cette position. Il en résultera que les États membres disposeront de trois ans pour adapter leur législation.

Quand l'arrêté royal sera-t-il publié? Quelle est la raison du retard? De quel délai la commission d'évaluation disposera-t-elle pour rédiger son rapport? La date du 1^{er} mars 2011 risque-t-elle de ne pas être respectée?

Les autres États membres devront-ils aussi adapter leur législation? Que pense le ministre des décisions de la Cour? S'est-il déjà concerté avec ses collègues européens?

06.02 Peter Logghe (VB): Notre législation est remise en question à présent que l'avocat général de la Cour européenne de Justice défend la thèse selon laquelle les assureurs ne peuvent pas tenir compte du sexe. À l'avenir, les assureurs pourront seulement établir des distinctions sur la base, notamment, de la profession et du mode de vie.

Le gouvernement va-t-il s'incliner devant cette position? Est-il exact que les primes d'assurance vont dès lors augmenter pour les femmes et diminuer pour les hommes? Une concertation a-t-elle déjà été organisée avec le secteur? La différence liée à l'âge disparaîtra-t-elle aussi dans l'assurance automobile? Il s'agit aussi d'une discrimination en l'occurrence. Quelles seront les conséquences de la décision de la Cour européenne et quelle est la position du gouvernement?

06.03 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): À la suite d'une question préjudicielle de la Cour constitutionnelle belge, la Cour européenne de Justice se penche sur la question de savoir si les dispositions de la directive 2004/113/CE sont compatibles avec l'article 6 du Traité sur l'Union européenne qui consacre le principe d'égalité et de non-discrimination.

En cours de procédure, la Commission européenne, la Belgique et tous les autres États membres intervenants ont plaidé en faveur de la compatibilité de la disposition litigieuse avec la norme juridique supérieure européenne. Toutefois, le 30 septembre, l'avocat général est arrivé à une autre conclusion. La possibilité existe et est même réelle que la Cour annule le fondement légal sur la base duquel a été promulguée la loi du 21 décembre 2007. L'incidence du retrait de la loi du 21 décembre 2007 resterait limitée aux futurs contrats.

La procédure d'évaluation de cette même loi aura lieu. Cette procédure ne crée ni droits ni devoirs pour les citoyens.

Si la Cour européenne de Justice se prononçait en faveur d'une incompatibilité entre les dispositions de la directive et les normes juridiques supérieures européennes, l'ensemble du marché européen de l'assurance serait d'un seul coup uniformisé.

Actuellement, les services de la CBFA vérifient et traitent les chiffres relatifs à 2007, 2008 et 2009.

Elle devrait avoir terminé au cours des prochains jours. Ensuite suivra la publication.

La distinction établie entre les sexes dans les assurances auto n'existe plus en Belgique depuis le 21 décembre 2007 à la suite de l'application de l'article 9, § 3, de la loi du 10 mai 2007.

06.04 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Le ministre n'a apporté aucun élément neuf au débat. Il est de son devoir de promulguer d'urgence cet arrêté royal même en période d'affaires courantes car il s'agit d'une affaire importante pour notre marché de l'assurance. Je demande instamment que la commission d'évaluation puisse entamer ses travaux et que le Parlement puisse faire son travail.

06.05 Peter Logghe (VB): La réponse du ministre ne me convainc pas entièrement. Si le ministre soutient que la différenciation fondée sur le sexe est constitutive d'une discrimination condamnable qui ne saurait subsister, je me demande sur quelle base il veut maintenir, dans le secteur des assurances auto, une différenciation fondée sur l'âge, différenciation qui existe toujours.

La Cour européenne de Justice suit généralement, voire presque toujours la position adoptée par l'avocat général. Je me réjouis dès lors de prendre connaissance de son arrêt. Sitôt que la Cour aura rendu cet arrêt, les citoyens en tireront certains droits. Je suis curieux de savoir combien de temps il faudra attendre avant qu'un citoyen ne dépose une première plainte.

Je demande instamment au ministre de se dépêcher de promulguer l'arrêté royal et de se concerter car ce dossier aura des répercussions très importantes.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **M. Stefaan Vercamer** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'imposition des agences locales pour l'emploi au sein desquelles fonctionnent des entreprises de titres-services" (n° 99)
- **Mme Miranda Van Eetvelde** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'assujettissement à l'impôt des sociétés des agences locales pour l'emploi qui exploitent une entreprise de titres-services" (n° 553)
- **M. Georges Gilkinet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'imposition des ALE actives dans le secteur des titres-services" (n° 572)

07.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): À dater de l'exercice d'imposition 2008, l'administration a envoyé des déclarations à l'impôt des sociétés aux ASBL agences locales pour l'emploi qui exploitent également une entreprise de titres-services. La *Vlaams Platform PWA/PWA Dienstenchequeonderneming* estime cependant que ces organisations sont assujetties à l'impôt des personnes morales.

Début octobre, une concertation sur l'assujettissement à l'impôt des sociétés des ASBL agences locales pour l'emploi qui exploitent également une entreprise de titres-services a été organisée au cabinet de la ministre de l'Emploi. Bizarrement, le SPF Finances n'était pas représenté à cette réunion.

Le SPF Finances a-t-il été invité à la concertation? Pourquoi n'était-il pas représenté? Le ministre souscrit-il également aux conclusions selon lesquelles ces organisations sont soumises à l'impôt des personnes morales? Pourquoi l'administration estime-t-elle que ces organisations sont assujetties à l'impôt des sociétés? Pourquoi les déclarations précitées ont-elles été systématiquement envoyées, alors que le ministre évoquait à l'époque la nécessité d'une analyse individuelle pour pouvoir déterminer la nature précise de l'impôt? Le ministre ne pense-t-il pas que cette prise de position génère une importante insécurité juridique? En cas d'assujettissement de ces associations à l'impôt des sociétés, le ministre est-il favorable à une extension aux entreprises de titres-services du statut fiscal d'entreprise d'insertion?

07.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le commentaire administratif précise que les ASBL qui sont des émanations communales ne sont pas assujetties à l'ISOC. On peut donc en déduire que les agences locales pour l'emploi (ALE) n'y sont pas assujetties. Or, des ALE actives dans le secteur des titres-services ont récemment reçu une déclaration à l'ISOC pour les exercices d'imposition 2007, 2008 et 2009. Cette décision compromet la viabilité de ces ALE et les emplois qu'elles ont contribué à créer. Confirmez-vous cette initiative du SPF Finances? Concerne-t-elle uniquement les ALE actives dans le secteur des titres-services? Combien d'ALE sont-elles concernées? Pourquoi reçoivent-elles seulement en 2010 des déclarations pour 2007 et 2008? Est-ce une initiative de l'administration centrale ou d'agents locaux? Quelle en est la raison? Êtes-vous en contact à ce sujet avec votre collègue en charge de l'Emploi?

07.03 Didier Reynders, ministre (en français): Je vous renvoie à ma réponse du 9 mars 2006 à la question parlementaire n° 995 du 22 novembre 2005 de Mme Dominique Tilmans sur les agences locales pour l'emploi ayant développé une activité d'entreprise de titres-services et dans lesquelles figurent les éléments justifiant un possible assujettissement à l'ISOC.

Cette année, l'administration a effectivement enquêté pour vérifier le bien fondé de l'assujettissement d'ALE à l'impôt des personnes morales.

J'ai toujours donné instruction à l'administration fiscale de mener ses enquêtes en toute autonomie et de

lutter contre tout ce qui pourrait être de la fraude, des erreurs ou une mauvaise application du droit fiscal. Même dans le domaine des ASBL, il arrive que l'on doive redresser des situations. Je suis donc étonné que vous pensiez que certains opérateurs devraient échapper à tout contrôle. J'espère que vous souhaitez, comme moi, que l'on traite tous les opérateurs sur un pied d'égalité et que le ministre n'intervienne pas dans les dossiers individuels. Les administrations fiscales doivent mener leur travail de façon indépendante.

(En néerlandais) Comme je l'ai déjà dit précédemment, seule une analyse au cas par cas permet de juger du bien-fondé de l'assujettissement de telles associations à l'impôt des personnes morales. Les directives données par l'administration à ses services de contrôle n'impliquent nullement, dès lors, que toutes les entreprises de titres-services ALE doivent être assujetties à l'impôt des sociétés. Par contre, j'ai demandé récemment à mon administration de suspendre les contrôles en cours et d'élaborer une circulaire administrative pour expliquer les principes et le fonctionnement des ALE, pour confirmer la règle générale en matière d'assujettissement à l'impôt des personnes morales pour les ALE ayant une section sui generis entreprises titres-services et, enfin, pour définir les conditions dans lesquelles une ALE peut être soumise à l'impôt des sociétés.

07.04 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Cette réponse rassurera peut-être quelque peu les personnes actives pour des ALE, car les agences ont besoin d'un minimum de sécurité juridique.

07.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je constate seulement que vos services s'attaquent aux proies les plus faciles, même si les ALE ne fonctionnent pas toutes de façon parfaite. L'envoi systématique de déclarations à l'ISOC à ces ASBL a priori non assujetties a jeté le trouble. Bien sûr, il peut exister des exceptions.

Si vous voulez lutter contre la fraude fiscale, il serait préférable de s'intéresser d'abord aux secteurs les plus fraudeurs plutôt qu'à un secteur non marchand créateur d'emplois.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Peter Dedecker au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déduction fiscale des 'amendes en matière de stationnement'" (n° 101)**

- **M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déductibilité fiscale des rétributions des préposés aux infractions de stationnement" (n° 129)**

- **M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déductibilité fiscale des amendes administratives" (n° 806)**

08.01 Peter Dedecker (N-VA): La législation sur les redevances de stationnement continue à susciter des discussions sur le plan fiscal alors même qu'elle est en vigueur depuis plus de cinq ans. Les communes doivent choisir entre une redevance et une taxe de stationnement et peuvent sous-traiter les tâches y afférentes à une société privée. La perception des redevances de stationnement auprès des conducteurs de véhicules étrangers ne se déroule pas sans problèmes. Outre ces redevances, citons également les amendes pénales en matière de stationnement.

Le porte-parole du SPF Finances a laissé entendre qu'au contraire des amendes, les redevances de stationnement pouvaient être prises en considération pour une déduction fiscale. Est-il opportun de maintenir un traitement fiscal différencié entre les redevances de stationnement payables immédiatement, a posteriori et sous la forme de taxes de stationnement ou encore, entre les rétributions de stationnement perçues sur la voie publique et dans un parking privé?

Les rétributions et taxes de stationnement communales sont-elles concernées par la limitation de la déduction visée à l'article 53, 6°, du Code des impôts sur les revenus? Les rétributions et taxes de stationnement perçues dans le cadre du trajet domicile-lieu de travail sont-elles incluses dans le forfait kilométrique de 15 cents par kilomètre?

Les redevances et les taxes de stationnement versées pour l'utilisation des véhicules visés à l'article 66,

§ 1^{er}, du CIR sont-elles fiscalement déductibles à raison de 75 % comme frais professionnels? Sont-elles déductibles de l'impôt des sociétés conformément aux pourcentages stipulés à l'article 198bis? Les redevances et les taxes versées pour les véhicules qui ne ressortissent pas au champ d'application de la limitation de la déductibilité visée à l'article 66 sont-elles déductibles à 100 %?

L'administration dispose-t-elle d'un aperçu des communes qui prélèvent une redevance et de celles qui prélèvent une taxe de stationnement?

Le ministre estime-t-il constitutionnel et contrôlable dans la pratique un traitement fiscal différent entre les taxes payées immédiatement et les redevances perçues ultérieurement, ainsi qu'entre les redevances pour le stationnement sur la voie publique et le stationnement dans des parkings privés?

08.02 Olivier Henry (PS): Comme le définit le Code des impôts sur les revenus, sont déductibles en termes de frais professionnels les frais que l'on supporte afin d'obtenir ou de conserver des revenus professionnels imposables. Cependant, l'article 53 exclut la déduction de certains frais comme les amendes et les pénalités de toute nature. Si je commets une infraction au code de la route dans le cadre de mon activité professionnelle, je ne pourrai déduire le montant de l'amende en frais professionnels.

Pourtant, un arrêt de la cour d'appel d'Anvers a récemment admis qu'une amende de plus de 247 000 euros imposée par le Conseil de la concurrence doit être considérée comme frais professionnels déductibles. Le juge a considéré que l'article 53 ne visait que les amendes infligées sur la base de la loi pénale.

Comment se positionnent votre administration et vous-même face à de tels cas d'interprétation de la loi? Votre administration va-t-elle se pourvoir en cassation dans cette affaire?

08.03 Didier Reynders, ministre (en français): Il s'agit de deux démarches différentes. Je vais donc répondre séparément aux deux questions.

(En néerlandais) Déjà en 2003, en réponse à une question orale, j'ai indiqué que les redevances communales pour stationnement payant sont en principe des frais professionnels déductibles pour autant qu'ils soient liés à des déplacements professionnels. Il s'agit en l'occurrence de toute réglementation régissant un emplacement de stationnement qui peut être utilisé moyennant paiement. La définition de stationnement payant s'applique également lorsque le paiement est effectué après réception d'une invitation à payer, pour autant que cette option soit mentionnée sur l'horodateur. Dans ce cas, il n'y a aucune infraction et aucune amende ou autre sanction n'est dès lors possible.

La réglementation en matière de redevances de stationnement et d'amendes de roulage est totalement différente en termes de contenu, de montants et d'autorités d'émission. Les redevances de stationnement sont une compétence dévolue à la commune ou à la ville, tandis que les amendes de roulage sont régies par le gouvernement fédéral. Je ne vois dès lors pas pourquoi le stationnement payant ne pourrait pas être imputé au titre de frais professionnel.

Le taux de déductibilité est fonction de l'utilisation du véhicule dans le cadre de déplacements professionnels, du domicile au lieu de travail, de l'utilisation d'une voiture de société, etc.

Nous devons évoluer vers une dissociation très claire entre les amendes et les autres types de paiement.

(En français) Monsieur Henry, les informations diffusées dans la presse ne concernaient pas des amendes administratives mais bien des rétributions dues à des communes suivant un règlement local.

Les amendes, les confiscations et les pénalités de toute nature ne constituent pas des frais professionnels. L'administration a émis une circulaire relative à la problématique de la déduction à titre de frais professionnels des amendes en général et de celles pour violation des règles de concurrence, européennes ou belges, en particulier.

À la suite de l'arrêt de la cour d'appel d'Anvers du 23 janvier 2009, l'administration a procédé à un nouvel examen, et il est apparu que l'arrêt visé n'apporte aucun élément de nature à changer la position de

l'administration, étant donné que, dans les faits, cet arrêt refuse la déduction, à titre de frais professionnels, de l'amende en question, à défaut de l'existence d'une dette certaine et liquide au moment de la déduction. L'administration n'a pas introduit de pourvoi en cassation contre cet arrêt.

En date du 11 juin 2009, la Cour de Justice de l'Union européenne a rendu un arrêt dans lequel il est précisé que l'issue d'un litige qui autoriserait la déductibilité fiscale partielle ou totale d'une amende infligée par la Commission européenne pour violation des règles de concurrence porterait atteinte à l'efficacité de la sanction imposée par l'autorité communautaire de concurrence et que, dès lors, la Commission européenne serait autorisée à soumettre d'office les observations écrites à une juridiction d'un État membre dans une procédure relative à la possibilité de déduire le montant total ou partiel d'une amende infligée pour violation des règles européennes de concurrence.

08.04 Peter Dedecker (N-VA): Il est préférable d'opérer une distinction claire entre les redevances de stationnement et les amendes, étant donné qu'elles sont traitées différemment.

Dans quelle mesure cette déductibilité est-elle incluse dans le forfait kilométrique de 15 cents par kilomètre?

08.05 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Je vais vérifier cela.

08.06 Olivier Henry (PS): Une circulaire ne rend pas obligatoire la décision d'un juge. J'ai déposé une proposition de loi visant à mettre fin à cette interprétation abusive. Il ne s'agit pas d'une modification de la loi mais d'une clarification.

L'incident est clos.

09 Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "différents dossiers problématiques au niveau de la Régie des Bâtiments abordés dans le cadre de l'émission Questions à la Une sur la RTBF" (n° 573)

La **présidente**: Nous entendrons, le 24 novembre, la Cour des comptes sur l'étude qu'elle a faite sur le sujet.

09.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Concernant les différentes opérations de *sales and lease back* de bâtiments, réalisées par la Régie, disposez-vous d'un bilan actualisé reprenant pour chaque bâtiment son prix de vente, son coût de location et la plus-value apportée par le nouveau propriétaire? Que répondez-vous à la Cour des comptes qui estime qu'il s'agit d'une très mauvaise opération pour les finances de l'État et qu'il eut mieux valu financer les travaux de rénovation des bâtiments concernés par la dette plutôt que via cette opération? Où en est le projet d'installer la Protection civile à Gembloux? J'ai appris que le gouvernement fédéral avait l'intention d'y installer des réfugiés. Combien a coûté l'achat et les travaux d'aménagement de l'ancienne caserne où il était projeté d'installer la Protection civile? S'y installera-t-elle un jour? Quels sont les objectifs énergétiques que se fixe la Régie d'habitude?

Concernant la maison de justice de Dinant, quand son déménagement aura-t-il effectivement lieu? Combien auront coûté les retards encourus pour ce déménagement?

Concernant la sécurisation et l'entretien du Centre de recherche agronomique de la Région wallonne à Gembloux, quelles sont les mesures prises par ladite Régie au cours des trois dernières années, notamment en matière de sécurité?

Concernant les bâtiments de l'ancienne gendarmerie de Gembloux, quel est le prix de vente? Le bourgmestre de la zone estime que le prix est beaucoup trop élevé. À la suite du refus de la Ville de Gembloux de s'en rendre acquéreuse, que devient ce bâtiment? Quel est le coût de sa maintenance depuis qu'il a été abandonné?

Concernant les bâtiments de l'ancien lycée Folon à Wavre, quel a été le coût total de l'achat et des travaux y

entrepris? Confirmez-vous cette information quant à l'achat de dizaines de châssis non placés et qui devront être détruits? Quel a été le coût pour l'État de l'achat de ces châssis? Qui est responsable de ce gâchis? Quelles sont les perspectives d'affectation future de ce bâtiment?

Quelles sont les mesures qui ont été prises en interne pour faire toute la clarté au sujet des faits de corruption dont sont accusés des fonctionnaires de la Régie des Bâtiments? Comment éviter de telles pratiques à l'avenir?

Comment restaurer l'image de la Régie en général?

09.02 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): Conformément aux besoins de la protection civile de Gembloux, les travaux de rénovation de l'ancienne caserne, d'un montant de douze millions d'euros, ont été réalisés en 2006-2007. À ce jour, pour des raisons dépendant du SPF Intérieur, la protection civile n'occupe toujours pas ces bâtiments. En attendant, la Régie des Bâtiments a cherché à occuper provisoirement le site, en tenant compte des besoins des services publics fédéraux. Ainsi, une partie du bâtiment est occupée par des services du SPF Finances. Des négociations à ce sujet sont toujours en cours. Ce matin, nous avons examiné en Conseil des ministres la possibilité d'y accueillir notamment des candidats réfugiés. J'essaie d'utiliser ce bâtiment; c'est de la bonne gestion.

Le déménagement de la maison de justice de Dinant vers le bâtiment Belgacom est prévu pour la mi-2012. Les travaux sont estimés à deux millions et demi d'euros.

Le Centre de recherche agronomique de Gembloux n'est plus fonctionnel. La compétence de l'agriculture étant régionale, les bâtiments doivent être transférés. Les arrêtés d'exécution doivent encore être finalisés. En attendant, il est évident que nous n'y ferons pas de nouveaux travaux.

En ce qui concerne l'ancienne gendarmerie de Gembloux, l'estimation du bâtiment a été déterminée par le comité d'acquisition. En l'absence d'une nouvelle affectation, celui-ci sera mis en vente publique.

En ce qui concerne le dossier Wavre-Folon, une enveloppe budgétaire unique de 250 millions de francs a été accordée par le Conseil des ministres à la province du Brabant wallon. Le montant total des dépenses pour l'aménagement de l'ex-athénée Folon a été réparti selon une clef de 52 % pour l'État et 48 % pour la province, tandis que pour l'hôtel du gouverneur, l'incidence financière est prise en charge intégralement par le budget fédéral. Compte tenu du coût de l'hôtel du gouverneur, il est vite apparu que le solde de l'enveloppe ne permettrait pas de terminer l'aménagement du site Folon. Malgré ce dépassement, l'Inspection des Finances et le ministre du Budget ont autorisé l'engagement du marché de gros œuvre fermé de l'ex-Athénée Folon pour autant qu'une formule de remboursement soit trouvée avec la province. Les châssis faisaient partie de ce marché. Vu le dépassement budgétaire précité, l'entrepreneur a arrêté les travaux, faute d'obtenir le paiement de travaux modificatifs.

Le remboursement du surplus n'ayant pas été fait, les autres lots n'ont pas été attribués et le bâtiment est resté en l'état. Pour sortir de l'impasse, une convention a été signée avec la province en 2007, transférant le site à la province pour solde de tout compte. Ce transfert a été ratifié par la loi du 28 décembre 2006 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2007. Donc depuis 2007, monsieur Gilkinet, l'État fédéral n'est plus propriétaire de ce site. C'est donc une question orale d'actualité ...

Quant à l'enquête judiciaire, elle est toujours en cours. Des mesures ont déjà été prises contre les entrepreneurs et les fonctionnaires concernés en attendant le jugement définitif. Une plainte avec constitution de partie civile a été déposée auprès du procureur du Roi et de la Commission d'agrégation des entrepreneurs. Les entrepreneurs concernés sont exclus de tout nouveau marché public. Une procédure disciplinaire a été entamée contre les fonctionnaires.

La décision de mettre en place une nouvelle structure et de nommer un nouveau comité de direction avait été

prise sur la base d'un audit externe en 2004. Le nouveau comité de direction fonctionne depuis le 1^{er} février 2008. Un nouveau plan de management a été établi. La Régie se trouve actuellement dans une phase de modernisation. Le contrôle interne est renforcé. Un bureau d'audit externe a été chargé de réaliser en 2006 une analyse des risques d'abus dans l'attribution et l'exécution des marchés publics. De nouveaux processus de travail vont encore être mis en œuvre avec le SPF Budget et Contrôle de gestion.

L'organisation des marchés publics inférieurs à 67 700 euros a été rendue transparente. On puise dorénavant dans une liste d'entrepreneurs, de fournisseurs et de prestataires de services, établie par le biais d'un appel ouvert et publié au *Bulletin des adjudications*.

La mise en place d'une politique d'intégrité a été lancée en 2007. Les fonctionnaires ont été formés au respect du Code déontologique. Une cellule Intégrité est chargée de sa mise en œuvre. La politique d'intégrité de la Régie est mentionnée dans tous les cahiers des charges afin que les entrepreneurs en soient parfaitement informés.

En ce qui concerne les opérations de *sale & rent* ou *lease back*, la Régie dispose de toutes les informations nécessaires pour la valorisation des immeubles de l'État. Pour rappel, j'ai proposé qu'on confie à la Cour des comptes un examen de la cession de la Tour des Finances, ainsi que des dossiers des palais de justice d'Anvers et de Gand. Elle a fait son travail. Ces opérations s'inscrivaient dans le cadre d'une gestion rationnelle des bâtiments. Les objectifs consistaient à transférer le risque du propriétaire au privé, à externaliser une partie importante des budgets liés aux bâtiments, à optimiser l'environnement de travail des agents de l'État, à réaliser des recettes, à procéder à une réallocation des ressources de la Régie vers des fonctions à plus haute valeur ajoutée, à accroître l'efficacité de l'intervention de la Régie et à bénéficier de la conjoncture immobilière favorable.

Les conditions de travail dans la Tour et à l'Hôtel des Finances, lors de mon arrivée en 1999, étaient indécentes. Comme utilisateur, je suis ravi de ce qui s'est passé et des conséquences pour les fonctionnaires qui y travaillent.

Je dirai ensuite que vous m'interrogez sur des dossiers comme ceux de la Tour des Finances et de la Cité administrative, qui sont antérieurs à mon arrivée en 2003 en tant que ministre de tutelle de la Régie. Je ne me permettrai pas de mettre en cause la compétence du ministre du Budget de l'époque, M. Vande Lanotte, pour analyser les dossiers qui lui étaient soumis par la Régie des Bâtiments. J'étais membre du gouvernement, mais ce genre de décisions se prend en *kern*. J'espère que vous aurez à cœur de vous renseigner auprès de tous les membres du *kern* et du gouvernement de l'époque qui ont pris la décision.

Un membre de votre formation siégeait au *kern* du gouvernement arc-en-ciel de l'époque. Je propose qu'on entende la Cour des comptes pour pouvoir examiner les raisons qui ont mené les ministres du Budget et de la Régie ainsi que les membres du *kern*, à prendre cette décision. J'ai repris la Régie en 2003 et j'essaie de régler les problèmes, en parfaite collaboration avec les autorités judiciaires.

J'assume ma part de responsabilité dans cette décision mais le détail est à discuter avec les autres responsables. Je ne me permettrai pas de mettre en cause la capacité de M. Vande Lanotte d'analyser les chiffres qui lui ont été soumis, ni de celle qui est actuellement vice-présidente du Parlement européen. Interrogez-la pour savoir comment les dossiers ont été traités à l'époque!

09.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Je suis furieux quand je vois tout l'argent gaspillé et l'image déplorable que l'État donne de sa gestion de ses bâtiments, quelles qu'en soient les responsabilités. Vous en avez certaines mais pas toutes.

Vous avez une lecture orientée du rapport de la Cour des comptes. Dans l'émission, l'auditeur de la Cour des comptes était très précis quant au coût supporté par l'État. Une autre décision aurait pu être prise, en laissant à l'État la propriété des bâtiments.

La chaussée de Willebroek a été citée dans le reportage car la Cour des comptes avait épinglé comme frais de location le remboursement de la somme versée par le nouveau propriétaire du bâtiment.

Il serait intéressant d'avoir, bâtiment par bâtiment, un état des lieux des améliorations mais aussi le coût réel pour l'État.

Par ailleurs, je persiste: ces opérations de *sale & lease back* ne sont pas une bonne affaire pour les finances publiques.

En ce qui concerne Gembloux, il s'agit de 12 millions d'investissement décidés à différentes époques par différents ministres et une affectation qui ne correspond pas au choix initial. Les services des Finances y sont installés mais ils ont quitté d'autres bâtiments toujours loués par la Régie dans le centre de Gembloux. Vous avez vidé un bâtiment pour en occuper un autre qui est excentré et mal situé.

Pour le reste, je me réjouis qu'on puisse y accueillir dans des conditions décentes des candidats réfugiés avec la collaboration de la commune.

En ce qui concerne la maison de justice de Dinant, vous me confirmez la date de mi-2012 et des investissements de 2,5 millions. On a vu ce propriétaire goguenard qui affirmait que l'État devait rester encore longtemps car il faisait de bonnes affaires sur notre dos.

Le Centre de recherche agronomique de Gembloux est toujours propriété de l'État fédéral même si ce sont les services de la Région wallonne qui l'occupent. Ce n'est pas pour autant qu'il ne faut pas y réaliser des investissements de sécurité environnementale.

J'ai le même sentiment de gâchis pour la gendarmerie de Gembloux.

Le summum est le choix pour l'Institut Folon.

Les renseignements que vous m'avez communiqués sont l'illustration de ce qu'il ne faut pas faire. Je comprends la fureur des citoyens après avoir vu cette émission.

Aujourd'hui, la Régie est reprise en mains. J'aimerais entendre des travailleurs de la Régie pour connaître leur sentiment.

Il faut creuser la question et se fixer collectivement des objectifs de performances financières et énergétiques pour la Régie des Bâtiments. Tout n'y est pas parfait aujourd'hui, même si je ne vous rends pas responsable de tous ces très mauvais exemples de gestion publique.

La **présidente**: Les éventuels éléments complémentaires repris dans la question n°162 de M. Joseph Arens sont transformés en question écrite.

L'incident est clos.

10 Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'annulation des nominations au service de *ruling*" (n° 597)

10.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Un article du *Tijd* parlait ce matin d'un blocage politique et de pertes d'investissements pour l'État, à la suite de l'annulation de nominations au service de *ruling* et de l'incapacité du gouvernement de nommer trois des six membres du collège du Service des décisions anticipées en matière fiscale, le Conseil d'État ayant considéré leur nomination comme insuffisamment

motivée.

Confirmez-vous l'annulation par le Conseil d'État de ces trois nominations? Quels arguments ont été invoqués par le Conseil d'État? En quoi le gouvernement a-t-il fauté? Envisagez-vous une action correctrice? Dans quel délai? Existe-t-il réellement un blocage politique?

Quelles conséquences la décision du Conseil d'État entraîne-t-elle pour la perception de l'impôt ou les investissements dans notre pays?

Des actions ont-elles déjà été entreprises par des contribuables s'estimant lésés par des décisions de fonctionnaires dont la nomination aurait été cassée?

10.02 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): Par l'arrêt n° 207.933 du 7 octobre 2010, le Conseil d'État a annulé la nomination des trois membres néerlandophones du Collège des dirigeants du service de décisions anticipées en matière fiscale. Le Conseil d'État estime que les raisons pour lesquelles un autre candidat n'est pas nommé ne ressortent pas des arrêtés de nomination du 6 avril 2010.

J'ai proposé un nouveau projet d'arrêté royal tenant compte de ces critiques. Un accord n'a pas encore pu être trouvé avec tous les membres de la coalition gouvernementale sur ce sujet. Je compte soumettre une nouvelle fois ce projet au prochain Conseil des ministres.

L'arrêt du Conseil d'État n'a pas d'influence sur la perception des impôts et n'a, jusqu'ici, donné lieu à aucune action de contribuables contre l'État.

À mon estime, les règles en matière d'affaires courantes permettent de re-désigner les mêmes personnes en modifiant la motivation.

10.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Il est regrettable que cet arrêté n'ait pas été mieux motivé.

Cela dit, le *ruling* a un aspect positif pour la sécurité d'investissement dans notre pays, un aspect plus discutable quand il confine au soutien de mécanismes d'évitement fiscal. J'espère qu'une solution pourra être trouvée rapidement.

10.04 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): Votre dernier commentaire met en cause la probité de fonctionnaires indépendants du ministre dans leur travail au sein de cette commission. Le Parlement a procédé, à plusieurs reprises, à des auditions de ces fonctionnaires. Il appartient à chacun d'assumer les conclusions qu'il tire de ses propos.

10.05 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): J'assume mes propos, qui ne visent pas les personnes mais les mécanismes. Des propositions de loi corrigent certaines dispositions en matière de régularisation. Le cadre légal n'est donc pas parfaitement adapté à l'objectif d'une juste perception de l'impôt et d'une juste contribution des opérateurs et investisseurs au financement des fonctions collectives de l'État et à la redistribution vers les citoyens.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 13 h 15.

De vergadering wordt geopend om 11.08 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Renaat Landuyt aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de 115 miljoen euro inbeslagnames die in de begroting werden geboekt als inkomsten" (nr. 677)

- de heer **Renaat Landuyt** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de 115 miljoen euro inbeslagnames die in de begroting werden geboekt als inkomsten" (nr. 678)
- de heer **Hagen Goyvaerts** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het gebruik van COIV-gelden als inkomsten voor de begroting" (nr. 681)
- de heer **Georges Gilkinet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het advies van het Rekenhof met betrekking tot de onwettige ontvangsten in de begroting 2009" (nr. 695)

01.01 Renaat Landuyt (sp.a): Ik las in *De Tijd* dat de regering 115 miljoen euro in beslag genomen geld als eigendom zou hebben gebruikt.

Het geld werd van de Deposito- en Consignatiekas naar de Schatkist doorgestort. De regering spreekt van misdaadgeld.

De kernvraag is of de regering dit recht heeft. Eerst moet het COIV dit geld deponeren bij een bank van de overheid, dan wordt die bank verplicht het geld aan de Schatkist te storten.

Is het bericht juist? Welke regering nam die beslissing en wanneer? Wie nam de beslissing om het geld van het COIV naar de Deposito- en Consignatiekas te transfereren? Wie nam de beslissing om het daarna aan de Schatkist over te maken?

Onder welke post of bij wie werd dit bedrag uiteindelijk ingeschreven? Werd er geen controle uitgeoefend op deze transactie? Zijn er instanties die hierop hebben gereageerd? Werden ze overruled of waren ze het ermee eens? Door wie werden ze eventueel overruled? Hoe kunnen we zo iets in de toekomst voorkomen? Of is dit enkel een storm in een glas water?

01.02 Hagen Goyvaerts (VB): De beslissing om 115 miljoen euro in beslag genomen, maar niet verbeurd verklaarde, middelen in de begroting in te schrijven als verworven inkomsten, is een beredeneerde gok. Wij hebben al verklaringen van verschillende ministers gehoord. De minister van Justitie zegt dat dit voor zijn tijd is gebeurd en dat hij van niets wist, de eerste minister minimaliseert de zaak en zegt dat het enkel om een boekhoudkundig probleem gaat. Luc Van Biesen, die in het toezichtcomité van de Deposito- en Consignatiekas zit, verklaarde dat dit een eenmalige operatie was in opdracht van de regering om het deficit te verkleinen.

Wanneer en op basis van welke beraadslaging heeft de regering beslist om dit bedrag in de begroting voor 2009 op te nemen? Hoe verloopt de controle op de boekingen vanuit de Deposito- en Consignatiekas naar de Schatkist? Is deze operatie eenmalig? Klopt het dat de doorstorting gebeurde in opdracht van de regering om het begrotingstekort te verkleinen? Wat is de impact van deze operatie op de begroting geweest? Zijn er nog meer dergelijke operaties gebeurd? Hoe werden die dan gedetecteerd en rechtgezet?

01.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Het Rekenhof zegt dat 115 miljoen euro ten onrechte werd ingeschreven in de federale begroting. Het ging om gelden die door justitie in beslag waren genomen, maar nog niet door een rechtbank verbeurd waren verklaard. De vroegere directeur – intussen ontslagen wegens zware fout – van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring dat voor het beheer van dat geld verantwoordelijk was, had de regering er destijds overigens voor gewaarschuwd dat die handelwijze onwettig was.

Gaat het volgens de regering om een legaal procedé? Waarom werd hiervan gebruik gemaakt? Werd hieromtrent voorafgaandelijk juridisch advies ingewonnen? Welk? Blijven de middelen beschikbaar, zodat ze zo nodig kunnen worden teruggestort? Is de regering van plan om af te zien van de optie om met illegale ontvangsten te werken, zoals de minister van Justitie eerder liet verstaan? Welke gevolgen zou zulks hebben voor de begroting en hoe zullen ze worden gecompenseerd?

01.04 Minister Didier Reynders (Nederlands): De beslissing om deze 115 miljoen euro door te storten, werd genomen op de ministerraad van 23 oktober 2008. Het betrof de goedkeuring van een begrotingsbeslissing. Het geld werd ingeschreven op artikel 16.04.01 als 'toevallige ontvangsten'. Alle begrotingsbeslissingen over

ontvangsten dienen om meer ontvangsten te krijgen in de begroting.

De reactie heeft me verrast omdat vertegenwoordigers van Kamer en Senaat bij de controleprocedure van de Deposito- en Consignatiekas aanwezig zijn.

De controle op de boekhouding van die Kas gebeurt driemaandelijks en jaarlijks door het Rekenhof. Jaarlijks spreekt een Commissie van Toezicht haar goedkeuring uit. Die Commissie bestaat uit de eerste voorzitter van het Rekenhof, een Kamerlid, een Senator, een vertegenwoordiger van de Nationale Bank van België en de administrateur-generaal van de administratie Patrimoniumdocumentatie.

(Frans) Mijnheer Gilkinet, het verslag van het Rekenhof strookt met de werkelijkheid. Het uitgangspunt is een begrotingsbeslissing die een impact heeft op de ontvangsten en die uitmondt in een overheveling naar de Schatkist.

(Nederlands) In de ESER-boekhouding werd de doorstorting niet als ontvangsten geboekt, omdat het over een fonds van derden gaat. Er was een controle door het INR.

(Frans) Aangezien het om dergengelden gaat, was het NIS van oordeel dat dit niet in aanmerking kwam.

Op mijn voorstel heeft de ministerraad vanochtend beslist om het geld van de Schatkist aan de Deposito- en Consignatiekas terug te storten en een werkgroep op te richten om de boekhoudkundige en budgettaire situatie van dat soort verrichting te bestuderen en na te gaan welke beslissingen er in de toekomst inzake inbeslaggenomen gelden moeten worden genomen.

(Nederlands) Dat is één weg die kan gevolgd worden, maar een transfer naar de Schatkist is ook perfect mogelijk, met de waarborg van de Schatkist om alle sommen terug te betalen.

(Frans) Ik spreek me niet uit over wat er in het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring gebeurd is, noch over het ontslag van de directeur van die instelling.

Die toestand roept twee vragen op. Wat gebeurt er in het Centraal Orgaan? Beschikken we over alle details van de rechterlijke beslissingen met betrekking tot de inbeslagnames?

Er werd dus op 23 oktober 2008 een beslissing genomen: de als ontvangsten aangemerkte inkomsten werden ingeschreven en dus doorgestort naar de Schatkist; uiteindelijk werden de bedragen als gevolg van het advies van het NIS niet als inkomsten ingeschreven in de begroting 2009; ten slotte werden ze teruggestort aan de Deposito- en Consignatiekas, en werd er een werkgroep opgericht. Ik veronderstel dat het Parlement bij het debat zal worden betrokken en dat het de conclusies zal ontvangen zodat het kan onderzoeken hoe we in de toekomst met dergelijke situaties moeten omgaan.

01.05 Renaat Landuyt (sp.a): De recente regeringsbeslissing is correct.

De redenering dat men andermans geld even kan gebruiken, vermits men garandeert dat men het later zal teruggeven, wijst op normvervaging. Bij de Depositokas wordt geld in bewaring gegeven. Dit geld ondertussen gebruiken, is een gevaarlijke weg.

01.06 Hagen Goyvaerts (VB): Ik vind het vreemd dat men het geld wel terugstort, maar volhoudt dat er niets aan de hand was.

Een werkgroep installeren is een typisch Belgische oplossing. Ik had gevraagd of er nog zo van die toevallige ontvangsten waren.

De bewering van een van de toezichthouders werd niet weerlegd.

Deze zaak geeft ons een inzicht in de wijze waarop een begrotingsopmaak gebeurt. Alle trucs zijn goed om het deficit te verminderen. Dit is nog een reden om, na elf jaar, een nieuwe minister van Financiën te willen.

01.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Sinds die beslissing van 2008 is de regering teruggekrabbeld, wat het tekort voor 2009 de facto vergroot. Een en ander getuigt bezwaarlijk van een ernstig beheer van de overheidsfinanciën.

Een andere vraag die aan de minister van Justitie dient te worden gesteld, betreft het beheer door het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring van de hem toevertrouwde bedragen. Bij welke bankinstelling is dat geld ondergebracht? Hoe worden die fondsen op een actieve en ethische manier beheerd? De heer Devlies trachtte me gerust te stellen toen hij antwoordde dat u de situatie onder controle had. Vandaag moet ik evenwel vaststellen dat dat helemaal niet het geval is.

De **voorzitter**: Het zal interessant zijn om de werkzaamheden van de regering dienaangaande te volgen. Wij zullen dus voor een follow-up zorgen.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het STIMER-systeem" (nr. 10)

02.01 Peter Logghe (VB): Boetes werken alleen als ze effectief betaald moeten worden. Op vroegere vragen over niet-betaalde boetes kreeg ik vaak als antwoord dat de administratie geen betrouwbare statistieken over onbetaalde boetes bijhield. De minister stelde al zijn hoop op het STIMER-informaticasysteem. Wanneer wordt dat ingevoerd? Wat is de totale kostprijs? Was of is dit een prioriteit van deze ontslagnemende regering?

02.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): STIMER staat voor een systeem dat op een efficiënte, uniforme en geïntegreerde wijze de inning, comptabiliteit en invordering van het geheel van heffingen van de FOD Financiën zal verwerken. STIMER is opgedeeld in verschillende modules: de transversale modules zoals de module inning en invordering, en de meer specifieke modules zoals de module penale boetes. Om gebruikt te kunnen worden, moeten de module penale boetes en de transversale modules die er onmiddellijk aan gelinkt zijn, voldoende stabiel en bruikbaar zijn.

De systeemtest in de kantoren van Penale Boetes in Gent en Luik stemmen de medewerkers tot tevredenheid. Alles wordt in het werk gesteld om het systeem tussen 1 januari en 31 maart 2011 te introduceren in andere kantoren.

De totale kostprijs van STIMER, zoals bepaald bij het begin van het project, bedraagt 24,5 miljoen euro. De kostprijs van de specifieke module penale boetes bedraagt 570.000 euro, de kostprijs van de transversale modules inning en invordering 4,2 miljoen euro.

De investering van de regering toont aan dat het wel degelijk om een prioriteit gaat. Van in het begin stond ook vast dat de module penale boetes als een van de eerste zou worden geïmplementeerd.

Kortom, wij zijn niet alleen bezig met de informatisering van Financiën, we proberen ook hulp te bieden aan Justitie.

02.03 Peter Logghe (VB): Wanneer zal een eerste evaluatie gebeuren? Wat als wij tegen dan nog geen nieuwe regering hebben? Hoe zal dit in werking worden gesteld in de andere kantoren? Ik kom hier zeker nog op terug.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de gevolgen van de aanhoudend lage rente" (nr. 15)

03.03 Peter Logghe (VB): Bij de helft van de 600 Nederlandse pensioenfondsen zouden de reserves onder de dekkingsgraad zijn gezakt. Ook voor de Belgische verzekeraars is de aanhoudende lage rente – nu nog 2,8 procent – een ernstige bedreiging. Zij hebben immers hun klanten een rente gewaarborgd van minstens

3,75 procent.

Pleeft de minister hierover overleg met de sector? Hoe lang is de garantie van 3,75 procent nog houdbaar? Kunnen klanten zich beroepen op contractbreuk van de verzekeraars als de gegarandeerde opbrengst zou zakken? Zal de nieuwe rentevoet ook op het reeds opgebouwde pensioen slaan? Bestaat niet het gevaar dat de verzekeraars gaan beleggen in meer risicovolle producten om toch hogere rendementen te halen?

Welke dekkinggraad bereiken de Belgische pensioenfondsen momenteel? Hoeveel zitten in moeilijkheden? Wat kan een ontslagnemende regering doen om de verzekerden te beschermen?

03.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Men kan zich inderdaad zorgen maken om de impact van de lage rentestand op de verzekeringsondernemingen, maar er is geen reden tot paniek: de sector en de overheid nemen immers maatregelen om garanties te bieden aan ondernemingen en polishouders.

Het probleem doet zich vooral voor bij levensverzekeringscontracten met gewaarborgd rendement, de Tak 21-contracten. Daar is nog de maximumintrestvoet van 3,75 procent van toepassing. Dat is een maximumwaarborg, de ondernemingen kunnen een lagere waarborg geven, wat in de praktijk ook gebeurt. De gemiddelde waarborg is gedaald van 4,5 procent in 1999 tot bijna 3 procent in 2008 en zal nog verder dalen.

De CBFA volgt de situatie op de voet en kan in het kader van haar prudentieel toezicht maatregelen nemen. Zo moeten de ondernemingen nu reeds aanvullende voorzieningen samenstellen indien de gewaarborgde rente 0,10 procent hoger is dan de spilrentevoet. Als die spilrentevoet hoger ligt, kunnen de voorzieningen afgebouwd worden. De commissie beoordeelt het risico van elke onderneming op basis van een uitgebreid dossier. Ze zal er ook op toezien dat de winstdeelneming in overeenstemming is met de financiële draagkracht van de verzekeringsondernemingen. Die moeten trouwens elk kwartaal de samenstelling van hun beleggingsportefeuilles rapporteren aan de CBFA.

De CBFA waakt erover dat de beleggingen voldoen aan de voorzichtigheidsprincipes van veiligheid, liquiditeit, risicospreiding en rendement.

Ik zal aan alle betrokkenen vragen het debat over de aanpassing van de maximale rentevoet te voeren en daarbij rekening te houden met de belangen van de consumenten, de polishouders en de ondernemingen. Het principe blijft natuurlijk dat een wijziging van de rentevoet enkel van toepassing is voor de toekomst.

De dekkinggraad van de rechten van de aangeslotenen bij een pensioenfonds bedraagt 135 procent. De vereiste dekkinggraad waarbij rekening gehouden wordt met het aanleggen van de nodige buffers bedraagt 115 procent. Ik wijs er tot slot op dat één op vijf pensioenfondsen een herstelplan volgt dat werd afgesproken met en wordt opgevolgd door de CBFA.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de kandidatuur voor het WK 2018 en de fiscale vrijstellingen voor FIFA" (nr. 18)**

04.01 **Hagen Goyvaerts** (VB): Als voorwaarde voor het organiseren van het Wereldkampioenschap in België en Nederland wil de FIFA voor zijn deelnemers en bestuursleden een fiscale vrijstelling, zowel voor de personenbelasting op de inkomsten als wat de btw op hotels, restaurantrekeningen en aankopen betreft. Als daarvoor geen wettelijke basis bestaat, eist de FIFA dat het gemiste voordeel contant wordt betaald.

Kan een regering van lopende zaken een dergelijke fiscale vrijstelling wel toekennen?

De Inspectie van Financiën had bezwaren bij de ondertekening van de FIFA-garanties. Daaruit blijkt immers

dat de FIFA zelf het tijds kader van de vrijstelling bepaalt. Daarenboven moeten ook buitenlandse ondernemingen die voor de FIFA werken, de vrijstelling kunnen genieten, terwijl de Belgische bedrijven dat niet kunnen. Dat leidt tot concurrentievervalsing. Wat zeggen de Europese regels hierover?

Heeft de minister rekening gehouden met de opmerkingen van de Inspectie van Financiën? Volgens welk fiscaal rechtsbeginsel kunnen de deelnemers en bestuurders van de FIFA worden vrijgesteld van personenbelasting en van het betalen van de btw? Als dit wettelijk niet mogelijk is, hoe denkt de minister dan een uitzondering te creëren zonder het grondwettelijke gelijkheidsbeginsel te schenden? Klopt het dat als de belastingsvrijstelling niet kan worden gegeven, België het gemiste voordeel aan de FIFA zal betalen?

04.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): We hebben een hoorzitting georganiseerd met de eerste minister in de commissie van de Senaat over alle punten. Het bidboek is beschikbaar bij de griffier in de Senaat.

De garanties van de Belgische regering in de gezamenlijke kandidatuur met Nederland voor de organisatie van de Wereldbeker voetbal in 2018 of 2022 werden eerst voorgelegd aan de Inspectie van Financiën en de regering heeft ook nota genomen van de opmerkingen, maar is er van overtuigd dat de reikwijdte van de verstrekte garanties voldoende zijn afgelijnd. De organisatie is dus mogelijk zonder schending van de internrechtelijke en internationale regels. Een aantal van de door de FIFA gevraagde vrijstellingen kan niet worden verleend zonder een wetgevend initiatief, wat moet gebeuren in samenwerking met het Parlement. Op die manier proberen wij onze kandidatuur te handhaven.

Het voorbehoud werd ook uitdrukkelijk vermeld in de garantieverklaring.

De Europese regelgeving inzake de belasting over de toegevoegde waarde bevat geen enkele bepaling om een rechtstreekse of onrechtstreekse btw-vrijstelling te verlenen die specifiek is gericht op de organisatie van dergelijke grote sportevenementen. De geïnde btw zal worden terugbetaald aan de FIFA. In de garantieverklaring is uitdrukkelijk gestipuleerd dat het internationaal recht steeds bij voorrang zal worden gerespecteerd.

Op 2 december zullen we met de premier naar Zürich reizen om te proberen de organisatie van de Wereldbeker toegewezen te krijgen en ik beschouw deze vraag ook als een steun voor onze kandidatuur.

04.03 **Hagen Goyvaerts** (VB): Dat is wat veel gezegd. Wij hebben gedebatteerd over deze kandidatuur, maar er blijken addertjes onder het gras te zitten, zoals de fiscale voordelen die de FIFA wil afdwingen en zijn eis om de btw-inkomsten terug te betalen. In Nederland alleen al gaat dit over 300 miljoen euro.

Waarom moet de Belgische regering meegaan in de grijp- en graaicultuur van de FIFA, terwijl ze zelf – de belastingbetaler dus – moet opdraaien voor alle kosten? We zullen in 2018 wel zien hoeveel steun dit project nog zal genieten als de nodige voorzieningen moeten worden ingeschreven in de begroting. Ik kan me voorstellen dat er in 2018 een heel groot Belgisch feest met de gepaste nationale trots aan de wereld zal worden gepresenteerd. Dan zullen wij misschien niet meer in het Parlement zitten.

04.04 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Voetbal is een lopende zaak en wij hebben een grote kans om succes te boeken.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Damien Thiéry aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de beroepskosten verbonden aan goederen voor gemengd gebruik" (nr. 23)**

05.01 **Damien Thiéry** (MR): In uw antwoord op een parlementaire vraag van 14 juni 2001 van senator Thissen, dat opgenomen werd in een omzendbrief, met betrekking tot een belastingbetaler die een vrij beroep uitoefent en die een onverdeeld onroerend goed aankoopt dat hij gedeeltelijk voor de uitoefening van zijn beroep gebruikt, stelt u dat de belastingplichtige het bewijs moet leveren dat hij bij voorrang zijn eigen

geldmiddelen heeft aangewend voor privébeleggingen en zijn beroepsmatige investeringen door middel van een lening heeft gefinancierd. Gelet op de recente rechtspraak dienaangaande, mag het geleende kapitaal geacht worden bij voorrang te hebben gediend voor de aankoop van beroepsmatige investeringen als het voor de belastingplichtige onmogelijk is om dergelijk bewijs te leveren. Indien het bedrag van de lening de voor de aankoop van het beroepsgedeelte van het gebouw betaalde prijs niet overtreft, mag het totaal van de interesten als beroepskosten afgetrokken worden.

Is dat antwoord ook van toepassing op de belastingplichtigen die winst behalen of bezoldigingen ontvangen? En voor de gebouwen waarvan een gedeelte geheel of gedeeltelijk voor beroepsmatige doeleinden gebruikt wordt?

05.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Mijn antwoord op de vraag die senator Thissen op 14 juni 2001 stelde, heeft betrekking op het geval waarin een belastingplichtige een vrij beroep uitoefent. Het is tevens van toepassing op belastingplichtigen die winst behalen of bezoldigingen ontvangen. Het geldt ook voor gebouwen waarvan een gedeelte geheel of gedeeltelijk voor beroepsdoeleinden gebruikt wordt.

Het incident is gesloten.

06 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Liesbeth Van der Auwera** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de evaluatie van de toepassing van de wet ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen wat betreft het geslacht in verzekeringsaangelegenheden" (nr. 89)
- de heer **Peter Logghe** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de stelling van de advocaat-generaal van het Europees Hof van Justitie inzake premieonderscheid man-vrouw op het vlak van levensverzekeringen" (nr. 117)

06.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): In 2007 hebben wij de richtlijn omgezet die een verschillende behandeling van mannen en vrouwen in individuele verzekeringen verbiedt. De richtlijn laat nog wel toe dat het geslacht bepalend kan zijn voor de premiebepaling voor de auto-, ziekte- en levensverzekering. In de Belgische antidiscriminatiwet hebben wij er uiteindelijk voor gekozen om die uitzondering alleen toe te staan voor levensverzekeringen, in tegenstelling tot 24 andere Europese landen die de uitzondering ook toelaten in de andere verzekeringstakken.

Omdat er heel wat discussie aan deze wet vooraf ging, werd besloten dat de wetgevende Kamers voor 1 maart 2011 de wet zouden evalueren op basis van een verslag van een evaluatiecommissie. De samenstelling en de werking van die commissie zouden worden bepaald in een KB, dat nog steeds niet gepubliceerd werd.

Ondertussen is Test-Aankoop naar het Grondwettelijk Hof gestapt om de uitzondering voor de levensverzekeringen aan te vechten. De advocaat-generaal bij het Hof van Justitie heeft gezegd dat het hier inderdaad om discriminatie gaat. Het Hof zal waarschijnlijk deze stelling volgen, wat ertoe zal leiden dat de lidstaten drie jaar hebben om hun wetgeving aan te passen.

Wanneer zal het KB verschijnen? Waaraan is de vertraging te wijten? Hoeveel tijd zal de evaluatiecommissie krijgen om haar verslag op te maken? Komt de datum van 1 maart 2011 in het gedrang?

Zullen de andere lidstaten ook hun wetgeving moeten aanpassen? Wat is de mening van de minister over de uitspraken van het Hof? Heeft hij al overlegd met zijn Europese collega's?

06.02 **Peter Logghe** (VB): Onze wetgeving komt in het gedrang nu de advocaat-generaal bij het Europees Hof van Justitie de stelling verdedigt dat verzekeraars geen rekening mogen houden met het geslacht. In de toekomst zouden verzekeraars alleen een verschil mogen maken op basis van factoren zoals beroep en levensstijl.

Zal de regering zich bij deze stelling neerleggen? Klopt het dat de premies voor vrouwen hierdoor sterk zullen stijgen, terwijl die voor mannen zullen dalen? Werd er al overlegd met de sector? Zal in de autoverzekering ook het verschil op basis van leeftijd verdwijnen? Ook dat is discriminatie. Wat zijn de gevolgen van de

beslissing van het Europees Hof en wat is het standpunt van de regering?

06.03 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Als gevolg van een prejudiciële vraag van het Belgische Grondwettelijk Hof buigt het Europees Hof van Justitie zich over de vraag of de bepalingen van richtlijn 2004/113/EG verenigbaar zijn met artikel 6 van het Verdrag van de Europese Unie, in concreto het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

In de loop van de procedure hebben de Europese Commissie, België en alle andere interveniërende lidstaten gepleit voor de verenigbaarheid van de betwiste bepaling met de hogere Europese rechtsnorm. De advocaat-generaal is echter op 30 september tot een andere conclusie gekomen. De mogelijkheid bestaat en is zelfs reëel dat het Hof de rechtsbasis vernietigt waarop de wet van 21 december 2007 werd uitgevaardigd. De invloed van de intrekking van de wet van 21 december 2007 zou beperkt blijven tot de toekomstige overeenkomsten.

De evaluatieprocedure van diezelfde wet zal plaatsvinden. Die procedure creëert geen rechten en plichten voor burgers.

Indien het Europees Hof van Justitie zou besluiten tot de onverenigbaarheid van de bepalingen van de richtlijn met de hogere Europese rechtsnormen zou in één beweging de hele Europese verzekeringsmarkt worden gelijkgeschakeld.

De diensten van de CBFA zijn bezig met de verificatie en de verwerking van de cijfers voor 2007, 2008 en 2009.

Dit zou in de loop van de volgende dagen beëindigd worden. Nadien volgt de publicatie.

Het geslachtsgebonden onderscheid in autoverzekeringen bestaat niet meer in België sinds 21 december 2007 ingevolge de toepassing van artikel 9, § 3, van de wet van 10 mei 2007.

06.04 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): De minister heeft niets nieuws verteld. Ook in lopende zaken moet hij dat KB dringend nemen, want de zaak is van belang voor onze verzekeringsmarkt. Ik dring erop aan dat de evaluatiecommissie aan de slag kan en dat het Parlement zijn werk kan doen.

06.05 **Peter Logghe** (VB): Het antwoord overtuigt mij niet helemaal. Indien de stelling wordt gehandhaafd dat differentiatie op basis van het geslacht een veroordeelbare discriminatie is die niet langer te handhaven is, vraag ik mij af op welke basis de minister de differentiatie bij de autoverzekeringen op basis van de leeftijd, die nog altijd bestaat, in stand wil laten houden.

Het Europees Hof van Justitie volgt meestal of bijna altijd de stelling van de advocaat-generaal. Ik ben dus erg benieuwd naar het arrest. Zodra het arrest er is, halen burgers rechten uit dit arrest. Ik ben benieuwd hoe lang het zal duren vooraleer een eerste klacht wordt ingediend.

Ik dring aan op spoed voor het KB en in het overleg, want de gevolgen van het dossier zijn verstrekkend.

Het incident is gesloten.

07 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Stefaan Vercamer** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de fiscale belasting van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen met dienstenchequebedrijven" (nr. 99)
- mevrouw **Miranda Van Eetvelde** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de onderwerping van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen die een dienstenchequeonderneming exploiteren aan de vennootschapsbelasting" (nr. 553)
- de heer **Georges Gilkinet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het onderwerpen aan de vennootschapsbelasting van PWA's met

dienstenchequeondernemingen" (nr. 572)

07.01 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): De administratie stuurde vanaf het aanslagjaar 2008 aangiften in de vennootschapsbelasting naar de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen-vzw's die tevens een dienstenchequeonderneming exploiteren. Het Vlaams Platform PWA/PWA Dienstenchequeonderneming meent echter dat zij onderworpen zijn aan de rechtspersonenbelasting.

Begin oktober was er op het kabinet van de minister van Werk een overleg over de onderwerping aan de vennootschapsbelasting van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen-vzw's die tevens een dienstenchequeonderneming exploiteren. Vreemd genoeg waren daar geen vertegenwoordigers van Financiën aanwezig.

Was Financiën uitgenodigd op dit overleg? Waarom was Financiën niet vertegenwoordigd? Staat de minister ook achter de conclusie dat de organisaties in kwestie onderworpen zijn aan de rechtspersonenbelasting? Waarom vindt de administratie dat deze organisaties onderworpen zijn aan de vennootschapsbelasting? Waarom werden de bovenvermelde aangiften systematisch verstuurd, terwijl de minister destijds sprak over de nood aan een analyse geval per geval om te kunnen oordelen over de precieze aard van de belasting? Vindt de minister ook niet dat dit standpunt tot heel wat rechtsonzekerheid leidt? Als deze verenigingen onderworpen zijn aan de vennootschapsbelasting, is de minister dan gewonnen voor een uitbreiding van het fiscaal statuut van inschakelingsbedrijf naar dienstenchequeondernemingen?

07.02 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): In de administratieve commentaar staat te lezen dat vzw's die een emanatie zijn van gemeenten niet onderworpen zijn aan de vennootschapsbelasting. Daaruit kan worden afgeleid dat plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen (PWA's) niet onder de vennootschapsbelasting vallen. Onlangs ontving een aantal PWA's in de sector van de dienstencheques echter een formulier 'aangifte in de vennootschapsbelasting' voor de aanslagjaren 2007, 2008 en 2009. Die beslissing brengt de leefbaarheid van die PWA's in het gedrang en zet de bijkomende banen die in dat kader tot stand kwamen, weer op de helling. Kunt u bevestigen dat de FOD Financiën dit initiatief heeft genomen? Heeft het enkel betrekking op PWA's die actief zijn in de sector van de dienstencheques? Om hoeveel PWA's gaat het? Hoe komt het dat ze pas in 2010 een aangifteformulier voor 2007 en 2008 ontvingen? Gaat dit initiatief uit van het hoofdbestuur of van lokale ambtenaren? Vanwaar dit initiatief? Hebt u in dit verband contacten met uw collega die bevoegd is voor Werk?

07.03 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Ik verwijs naar mijn antwoord van 9 maart 2006 op parlementaire vraag nr. 995 van 22 november 2005 van mevrouw Dominique Tilmans over de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen die als dienstenchequebedrijf actief zijn en die daardoor eventueel aan de vennootschapsbelasting kunnen worden onderworpen.

Dit jaar is de administratie daadwerkelijk nagegaan of de onderwerping van PWA's aan de rechtspersonenbelasting gegrond is.

Ik heb de fiscale administratie steeds geïnstrueerd haar onderzoeken in alle autonomie uit te voeren en alle mogelijke fraude, fouten en slechte toepassingen van het fiscaal recht tegen te gaan. Zelfs bij de vzw's moeten er soms situaties worden rechtgetrokken. Het verwondert me dan ook dat u van mening bent dat sommige operatoren van alle mogelijke controle zouden moeten worden vrijgesteld. Ik hoop dat u net als ik wenst dat alle operatoren op voet van gelijkheid worden behandeld en dat de minister niet tussenbeide komt in individuele dossiers. De fiscale administraties moeten hun taak in alle onafhankelijkheid uitoefenen.

(*Nederlands*) Zoals destijds reeds gezegd, kan enkel een analyse geval per geval toelaten om de gegrondheid te beoordelen van de onderwerping van dergelijke vereniging aan de rechtspersonenbelasting. De richtlijnen die de administratie heeft verstrekt aan haar controlediensten, impliceren dus geenszins dat alle plaatselijke PWA's-dienstenchequebedrijven moeten worden onderworpen aan de vennootschapsbelasting. Wel heb ik onlangs mijn administratie de opdracht gegeven om de lopende controles op te schorten en ook een administratieve rondzendbrief op te stellen ter verduidelijking van de principes en de werking van de PWA's, ter bevestiging dat de algemene regel voor PWA's met een sui generis afdeling dienstenchequeonderneming onderworpen is aan de rechtspersonenbelasting, en ten slotte, om de omstandigheden af te bakenen waarin een PWA kan worden onderworpen aan de

vennootschapsbelasting.

07.04 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Dit antwoord zal de mensen die voor PWA's werken, misschien wat geruststellen, want de agentschappen hebben toch nood aan rechtszekerheid.

07.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik stel alleen vast dat uw diensten op de gemakkelijkste prooi jagen, al functioneren de PWA's niet allemaal perfect. Het systematisch toezenden van aangiften in de vennootschapsbelasting aan die vzw's die a priori niet aan deze belasting onderworpen zijn, heeft voor verwarring gezorgd. Er kunnen uiteraard uitzonderingen zijn.

Als u de fiscale fraude wilt bestrijden, zou het beter zijn dat u zich concentreert op de sectoren waar het meest gefraudeerd wordt en niet op een non-profitsector die banen creëert.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer **Peter Dedecker** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de fiscale aftrek van 'parkeerheffingen'" (nr. 101)
- de heer **Dirk Van der Maelen** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de fiscale aftrekbaarheid van de retributie van een parkeerwachter" (nr. 129)
- de heer **Olivier Henry** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de fiscale aftrekbaarheid van administratieve boeten" (nr. 806)

08.01 Peter Dedecker (N-VA): De wetgeving over parkeerheffingen is intussen al meer dan vijf jaar in werking, maar leidt nog steeds tot fiscale discussies. De gemeenten moeten een keuze maken tussen een parkeerretributie of een parkeerbelasting en hebben de mogelijkheid om uit te besteden aan een privaat parkeerbedrijf. De invordering van parkeerheffingen voor buitenlandse voertuigen verloopt niet vlot. Naast deze heffingen zijn er ook nog de penale parkeerboetes.

De woordvoerder van de FOD Financiën heeft laten verstaan dat parkeerretributies fiscaal aftrekbaar zijn, maar parkeerboetes niet. Is het wel opportuun om een verschillende fiscale behandeling te hanteren tussen de onmiddellijk betaalde parkeerheffingen, de achteraf betaalde parkeerretributies en de parkeerbelastingen of tussen parkeerheffingen op de openbare weg of in een private parking?

Vallen de gemeentelijke parkeerretributies en parkeerbelastingen onder de aftrekbeperking van artikel 53, 6°, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen? Zijn de parkeerretributies en parkeerbelastingen in het kader van woon-werkverkeer inbegrepen in het kilometerforfait van 15 cent per kilometer?

Zijn de parkeerretributies en -belastingen die worden betaald voor het gebruik van de voertuigen uit artikel 66, § 1, van het WIB voor 75 procent fiscaal aftrekbaar als beroepskosten? Zijn ze fiscaal aftrekbaar van de vennootschapsbelasting volgens de percentages vermeld in artikel 198bis? Zijn de parkeerretributies en -belastingen die betaald worden voor de voertuigen die niet onder de aftrekbeperking van artikel 66 vallen, voor 100 procent aftrekbaar?

Heeft de administratie een overzicht van de gemeenten die een retributie heffen en de gemeenten die een parkeerbelasting heffen?

Vindt de minister een verschillende fiscale behandeling tussen de onmiddellijk betaalde heffingen en de naderhand geïnde retributies en tussen de retributies voor parkeren op de openbare weg en parkeren in private parkings grondwettelijk en in de praktijk controleerbaar?

08.02 Olivier Henry (PS): Het Wetboek op de Inkomstenbelastingen bepaalt dat als beroepskosten aftrekbaar zijn de kosten die de belastingplichtige heeft gedaan om de belastbare inkomsten te verkrijgen of

te behouden. Maar in artikel 53 staat te lezen dat bepaalde kosten zoals geldboeten en straffen van alle aard niet aftrekbaar zijn. Als ik in het kader van mijn beroepsactiviteit een verkeersovertreding bega, kan ik het bedrag van de geldboete niet als beroepskosten aftrekken.

Toch werd er in een arrest van het hof van beroep van Antwerpen onlangs gesteld dat een door de Raad voor de mededinging opgelegde geldboete van 247.000 euro als aftrekbare beroepskosten beschouwd dient te worden. De rechter oordeelde dat artikel 53 enkel de strafrechtelijk opgelegde boetes beoogt.

Welk standpunt nemen uw administratie en uzelf in tegenover dergelijke gevallen van interpretatie van de wet? Is uw administratie van plan cassatieberoep tegen deze uitspraak aan te tekenen?

08.03 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Aangezien het hier over twee verschillende benaderingswijzen gaat, zal ik de gestelde vragen apart beantwoorden.

(*Nederlands*) Reeds in 2003 antwoordde ik op een mondelinge vraag dat de gemeentelijke retributies voor betalend parkeren in principe aftrekbare beroepskosten zijn als zij verband houden met beroepsverplaatsingen. Het betreft hier elke reglementering over een parkeerplaats waarvan tegen betaling gebruik mag worden gemaakt. Ook als er betaald wordt na ontvangst van een betalingsuitnodiging, valt dit onder de definitie van betalend parkeren, op voorwaarde dat deze mogelijkheid op de parkeerautomaat vermeld staat. In dat geval is er geen sprake van een overtreding en dus ook niet van een geldboete of andere bestraffing.

De reglementeringen inzake parkeerretributies en verkeersboetes zijn totaal verschillend wat betreft inhoud, bedragen en de uitvaardigende overheden. De parkeerretributies zijn een bevoegdheid van de gemeente of de stad, terwijl de verkeersboetes bij de federale overheid terechtkomen. Ik zie dan ook niet in waarom het betalend parkeren niet als beroepskosten zou mogen worden ingebracht.

De mate van aftrekbaarheid is afhankelijk van het gebruik van de wagen voor beroepsverplaatsingen, woonwerkverkeer, het gebruik van een bedrijfswagen, enzovoort.

Wij moeten evolueren naar een duidelijke scheiding tussen de boetes en andere soorten van betalingen.

(*Frans*) Mijnheer Henry, de persberichten gingen niet over administratieve boetes, maar over aan de gemeenten op grond van een plaatselijk reglement verschuldigde retributies.

Geldboeten, verbeurdverklaringen en straffen van alle aard worden niet als beroepskosten aangemerkt. Er bestaat een administratieve circulaire in verband met de mogelijkheid om boeten in het algemeen en boeten opgelegd wegens overtreding van de – Europese of Belgische – voorschriften betreffende de mededinging, in het bijzonder, als beroepskosten af te trekken.

In het verlegde van het arrest van 23 januari 2009 van het Antwerpse hof van beroep heeft de administratie zich opnieuw over deze aangelegenheid gebogen en is ze tot de vaststelling gekomen dat voormeld arrest geen enkel gegeven bevat dat de administratie ertoe noopt haar standpunt te wijzigen. Dit arrest verwerpt immers de aftrek van de boete als beroepskosten, op grond van het ontbreken van een zekere en vaststaande schuld op het ogenblik van de aftrek. De administratie heeft geen cassatieberoep ingediend tegen het arrest.

Op 11 juni 2009 heeft het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen een arrest gevelde dat bepaalt dat de uitkomst van een geschil die de gedeeltelijke of volledige aftrekbaarheid van een door de Europese Commissie wegens overtreding van de mededingingsregels opgelegde boete zou toestaan, afbreuk zou doen aan de doeltreffendheid van de door de communautaire mededingingsautoriteit opgelegde sanctie en dat de Commissie dus bevoegd is bij een rechterlijke instantie van een lidstaat schriftelijke opmerkingen in te dienen in een procedure die betrekking heeft op de volledige of gedeeltelijke aftrekbaarheid van een wegens schending van de Europese mededingingsregels opgelegde geldboete.

08.04 **Peter Dedecker** (N-VA): Het is beter om een duidelijk onderscheid te maken tussen parkeerheffingen en boetes, aangezien ze ook anders behandeld worden.

In hoeverre zit die aftrekbaarheid inbegrepen in het kilometerforfait van 15 cent per kilometer?

08.05 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Ik zal dat verifiëren.

08.06 **Olivier Henry** (PS): Een omzendbrief kan het vonnis van een rechter niet verbindend maken. Ik heb een wetsvoorstel ingediend om die foute interpretatie uit de wereld te helpen. Het gaat niet om een wetswijziging maar om een verduidelijking.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "diverse probleemdossiers bij de Regie der Gebouwen die aan bod kwamen in het programma *Questions à la Une* op de RTBF" (nr. 573)**

De **voorzitter**: Op 24 november zullen we het Rekenhof horen in verband met de studie die het dienaangaande verricht heeft.

09.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Wat de door de Regie uitgevoerde sale-and-lease-backoperaties van diverse gebouwen betreft, zou ik graag vernemen of u beschikt over een geüpdatete balans, met per gebouw de verkoopprijs, de huurprijs en de meerwaarde van de nieuwe eigenaar. Hoe luidt uw antwoord aan het Rekenhof, dat van oordeel is dat het een zeer nadelige operatie is voor de overheidsfinanciën en dat men er beter aan had gedaan om de renovatie van die gebouwen te financieren via leningen dan via deze operatie? Hoe staat het met de plannen om een dienst van de Civiele Bescherming onder te brengen in gebouwen te Gembloers? Ik heb vernomen dat de federale regering van plan is om er vluchtelingen in onder te brengen. Hoeveel heeft de aankoop en de renovatie van de oude kazerne, waarin een afdeling van de Civiele Bescherming zou worden gevestigd, gekost? Zal die dienst er ooit zijn intrek in nemen? Welke doelstellingen inzake energie-efficiëntie legt de Regie zich meestal op?

Wat het justitiehuis te Dinant betreft, zou ik graag vernemen wanneer de diensten er werkelijk zullen intrekken. Hoeveel heeft de vertraging die bij die verhuizing werd opgelopen, uiteindelijk gekost?

Kan u me met betrekking tot de beveiliging en het onderhoud van het Centrum voor Landbouwonderzoek van het Waals Gewest te Gembloers mededelen welke maatregelen de Regie de jongste drie jaar in het bijzonder op het stuk van de veiligheid genomen heeft?

Wat is de verkoopprijs van de voormalige rijkswachtgebouwen van Gembloers? De burgemeester van de zone vindt die prijs veel te hoog. Wat zal er van dat gebouw worden nu de stad Gembloers heeft geweigerd het te kopen? Hoeveel heeft het onderhoud van dat gebouw al gekost sinds het leegstaat?

Wat betreft de voormalige gebouwen van het Lycée Folon in Waver, hoeveel hebben de aankoop en de uitgevoerde werken in totaal gekost? Bevestigt u het bericht dat er tientallen ramen werden aangekocht die niet werden geplaatst en dus zullen moeten worden vernietigd? Hoeveel heeft de Staat voor die ramen betaald? Wie is er verantwoordelijk voor die verspilling? Wat zal er in de toekomst met dat gebouw gebeuren?

Welke interne maatregelen werden er genomen om klaarheid te scheppen over de corruptie waarvan sommige ambtenaren bij de Regie der Gebouwen worden beschuldigd? Hoe kunnen dergelijke praktijken in de toekomst worden voorkomen?

Meer algemeen, hoe kan het imago van de Regie worden opgepoetst?

09.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): In 2006-2007 werden, conform de behoeften van de civiele bescherming van Gembloers, renovatiewerken voor een bedrag van twaalf miljoen euro verricht aan de oude kazerne. Tot dusver heeft de civiele bescherming, om redenen die van de FOD Binnenlandse Zaken

afhangen, nog steeds haar intrek niet genomen in de gebouwen. In afwachting heeft de Regie der Gebouwen geprobeerd om ervoor te zorgen dat het gebouw voorlopig niet zou leegstaan, rekening houdend met de behoeften van de federale overheidsdiensten. Zo wordt een deel van het gebouw gebruikt door de diensten van de FOD Financiën. Er zijn nog steeds onderhandelingen aan de gang over het gebruik van het gebouw. Vanochtend hebben we in de ministerraad de mogelijkheid onderzocht er met name kandidaat-vluchtelingen onder te brengen. Ik probeer het gebouw te gebruiken; dat is een kwestie van goed beheer.

De verhuizing van het justitiehuis van Dinant naar het Belgacomgebouw is gepland voor medio 2012. De werken worden op tweeëneenhalf miljoen euro geschat.

Het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek van Gembloux is niet meer functioneel. Aangezien de bevoegdheid landbouw geregionaliseerd werd, moeten de gebouwen overgeheveld worden. De uitvoeringsbesluiten moeten nog afgerond worden. Het spreekt vanzelf dat we intussen geen nieuwe werken meer zullen uitvoeren.

De waarde van de vroegere rijkswachtkazerne van Gembloux werd door het aankoopcomité geraamd. Bij gebrek aan een nieuwe bestemming zal het gebouw geveild worden.

Voor het dossier Wavre-Folon kende de ministerraad een eenmalige begrotingsenveloppe van 250 miljoen frank toe aan de provincie Waals-Brabant. Het totaalbedrag van de uitgaven voor de inrichting van het voormalige atheneum Folon werd verdeeld volgens een verdeelsleutel van 52 procent ten laste van de Staat en 48 procent van de provincie, terwijl de kosten voor de ambtswoning van de gouverneur volledig ten laste zijn van de federale begroting. Gelet op de kosten voor de ambtswoning van de gouverneur, bleek al snel dat het saldo van de enveloppe niet zou volstaan om het vroegere atheneum Folon volledig in te richten. Niettegenstaande die overschrijding gaven de Inspectie van Financiën en de minister van Begroting hun toestemming om de opdracht voor de gesloten ruwbouw van het vroegere atheneum Folon te laten uitvoeren, voor zover er een terugbetalingsregeling werd uitgewerkt met de provincie. De ramen vielen onder die opdracht. De aannemer besliste de werken stil te leggen omdat hij niet betaald werd voor de aanpassingswerken, tengevolge van voormelde overschrijding van het budget.

Aangezien het surplus niet werd terugbetaald, werden de overige onderdelen van de opdracht niet toegekend en is er niets meer gebeurd met het gebouw. Om uit de impasse te raken, werd er in 2007 een overeenkomst ondertekend met de provincie, waarbij de site als algehele vereffening aan de provincie werd overgedragen. Die transfer werd bekrachtigd bij de wet van 28 december 2006 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2007. Sinds 2007 is de federale overheid dus geen eigenaar meer van die site. Als mondelinge actualiteitsvraag kan dit tellen...

Het gerechtelijk onderzoek is nog steeds aan de gang. In afwachting van het definitieve vonnis werden er al maatregelen getroffen tegen de betrokken aannemers en ambtenaren. Zo werd er een klacht met burgerlijke partijstelling ingediend bij de procureur des Konings en bij de Commissie voor erkenning der aannemers. De betrokken aannemers worden van alle nieuwe openbare aanbestedingen uitgesloten. Tegen de ambtenaren werd er een tuchtprocedure opgestart.

De beslissing om een nieuwe structuur in het leven te roepen en een nieuw directiecomité te benoemen werd in 2004 op grond van een externe audit genomen. Het nieuwe directiecomité is op 1 februari 2008 aangetreden. Er werd een nieuw managementplan opgesteld. De Regie wordt momenteel volop gemoderniseerd. De interne controle wordt verscherpt. In 2006 werd een extern auditbureau belast met de analyse van het risico op misbruik bij de toekenning en de uitvoering van overheidsopdrachten. Samen met de FOD Budget en Beheerscontrole zullen er nog nieuwe werkprocessen worden ontwikkeld.

De organisatie van openbare aanbestedingen voor bedragen lager dan 67.700 euro werd transparant gemaakt. Voortaan wordt er geput uit een lijst van aannemers, leveranciers en dienstverleners die wordt samengesteld door middel van een open oproep in het *Bulletin der Aanbestedingen*.

In 2007 werd de aanzet tot een integriteitsbeleid gegeven. In de opleiding van de ambtenaren wordt sindsdien bijzondere aandacht besteed aan de naleving van de beroepscode. Een cel Integriteit is belast met de concrete toepassing ervan. Het integriteitsbeleid van de Regie staat vermeld in alle bestekken, opdat ook

de aannemers er perfect van op de hoogte zouden zijn.

Wat de sale-and-rent-back- of de sale-and-lease-backoperaties betreft, beschikt de Regie over alle nodige informatie om de precieze waarde van de overheidsgebouwen te bepalen. In dat opzicht wil ik u eraan herinneren dat het Rekenhof op mijn voorstel de overdracht van de Financietoren onder de loep heeft genomen, evenals dossiers met betrekking tot de gerechtsgebouwen van Antwerpen en Gent. Het Rekenhof heeft zijn werk gedaan. Die verrichtingen pasten in het kader van een rationeel beheer van de gebouwen. Het was de bedoeling om het eigenaarsrisico over te hevelen naar de privésector, om een groot gedeelte van de begrotingsmiddelen voor gebouwen extern te maken, om de werkomgeving van het overheidspersoneel te optimaliseren, om opbrengsten te genereren, om de middelen van de Regie naar functies met een grotere meerwaarde over te brengen, om het optreden van de Regie doeltreffender te maken en om voordeel te halen uit de gunstige vastgoedconjunctuur.

De arbeidsomstandigheden in de Financietoren en het Hôtel des Finances waren bij mijn aanstelling in 1999 erbarmelijk. Ik ben als gebruiker opgetogen over wat er is gebeurd en verheugd over de gevolgen voor de ambtenaren die er werken.

Ik voeg hieraan toe dat u mij ondervraagt over dossiers, zoals het dossier over de Financietoren en het Rijksadministratief Centrum, die dateren van voor mijn aanstelling in 2003 als voogdijminister van de Regie. Ik zou de bekwaamheid van de toenmalige minister van Begroting, de heer Vande Lanotte, niet in twijfel durven trekken bij het maken van een analyse van de dossiers die hem door de Regie der Gebouwen werden voorgelegd. Ik maakte deel uit van de regering, maar dit soort beslissingen worden in het kernkabinet genomen. Ik hoop dat u zich zal informeren bij alle leden van het kernkabinet en van de regering die toen de beslissing hebben genomen.

Een lid van uw partij maakte destijds deel uit van het kernkabinet van de paars-groene regering. Ik stel voor dat we het Rekenhof zouden horen om te onderzoeken welke redenen de minister van Begroting, de voogdijminister van de Regie en de leden van het kernkabinet ertoe gebracht hebben die beslissing te nemen. Ik heb het toezicht op de Regie in 2003 overgenomen en ik probeer de problemen op te lossen en werk daarbij perfect samen met de gerechtelijke overheid.

Ik neem mijn deel van de verantwoordelijkheid voor die beslissing op, maar de details moeten met andere verantwoordelijken besproken worden. Ik zou het me niet veroorloven de capaciteiten van de heer Vande Lanotte met betrekking tot de analyse van de cijfers die hem werden voorgelegd of de bekwaamheid van de huidige ondervoorzitter van het Europees Parlement in twijfel te trekken. Gelieve u tot haar te wenden om te weten hoe de dossiers destijds behandeld werden.

09.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik ben woedend wanneer ik zie hoeveel geld er wordt verspild en wat voor een slecht voorbeeld de overheid geeft met het beheer van haar gebouwen, wie er ook voor verantwoordelijk is. U bent slechts ten dele verantwoordelijk.

U leest het verslag van het Rekenhof op een gerichte manier. In de uitzending heeft de auditeur van het Rekenhof zeer nauwkeurig aangegeven welke kosten de overheid heeft gedragen. Men had een andere beslissing kunnen nemen. De gebouwen hadden bijvoorbeeld eigendom van de Staat kunnen blijven.

In de reportage werd de *chaussée de Willebroek* genoemd, want het Rekenhof had de terugbetaling van de door de nieuwe eigenaar van het gebouw gestorte som aangemerkt als huurlasten.

Het zou interessant zijn gebouw per gebouw, over een plaatsbeschrijving te beschikken na de renovatiewerken maar tegelijk ook de werkelijke kostprijs voor de Staat te kennen.

Verder blijf ik erbij: die sale-and-lease-backoperaties zijn geen goede zaak voor de overheidsfinanciën.

Wat Gembloers betreft, gaat het om investeringen voor een bedrag van 12 miljoen waarover door verschillende ministers op verschillende tijdstippen beslist werd en een bestemming die niet overeenstemt met de aanvankelijke keuze. De diensten van Financiën hebben er hun intrek genomen maar ze hebben andere gebouwen verlaten die de Regie nog steeds huurt in het centrum van Gembloers. U maakt één gebouw leeg om een ander te betrekken dat onvoldoende centraal en slecht gelegen is.

Voorts verheug ik me er over dat er kandidaat- vluchtelingen met de medewerking van de gemeente in fatsoenlijke omstandigheden opgevangen kunnen worden.

Wat het justitiehuis van Dinant betreft, bevestigt u dat er medio 2012 verhuisd wordt en dat er voor 2,5 miljoen geïnvesteerd wordt. We hebben gezien dat de eigenaar zich verkneukelde en stelde dat de Staat nog lang moest blijven want dat hij op onze kosten goede zaken deed.

Het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek van Gembloers is nog steeds in handen van de federale Staat, ook al zijn het de diensten van het Waals Gewest die er gevestigd zijn. Dat betekent echter niet dat we er geen investeringen in milieuveiligheid moeten doen.

Ook voor het gebouw van de rijkswacht van Gembloers heb ik diezelfde indruk dat er sprake is van een grote knoeiboel.

Het toppunt is de keuze voor het *Institut Folon*.

De informatie die u me meegedeeld hebt, is een illustratie van hoe het niet moet. Ik begrijp de woede van de burgers na het bekijken van de uitzending.

Momenteel is de situatie bij de Regie opnieuw onder controle. Ik zou graag de werknemers van de Regie horen om hun mening te kennen.

We moeten dieper op deze kwestie ingaan en samen doelstellingen formuleren op het stuk van financiële prestaties en energie-efficiëntie ten behoeve van de Regie der Gebouwen. Daar loopt nog een en ander mank, ook al stel ik u niet verantwoordelijk voor al deze gevallen van zeer slecht bestuur.

De **voorzitter**: De eventuele bijkomende aspecten die in de vraag nr. 162 van de heer Joseph Arens aan bod komen, zullen in een schriftelijke vraag worden opgenomen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de nietigverklaring van de benoemingen bij de rullingdienst" (nr. 597)

10.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Vanochtend had men het in een artikel in *De Tijd* over een politieke blokkering, waardoor ons land investeringen zou mislopen. Een en ander heeft te maken met de vernietigde benoemingen bij de rullingcommissie en het onvermogen van de regering om drie van de zes leden van het college van de Dienst voorafgaande beslissingen in fiscale zaken te benoemen, omdat de Raad van State van mening was dat hun benoeming onvoldoende gemotiveerd was.

Bevestigt u de vernietiging van die drie benoemingen door de Raad van State? Welke argumenten werden door de Raad van State aangevoerd? Waar ging de regering in de fout? Overweegt u een maatregel om de situatie bij te sturen? Binnen welke termijn? Wordt dit dossier echt geblokkeerd op het politieke niveau?

Welke gevolgen heeft de beslissing van de Raad van State voor het innen van de belastingen of de investeringen in ons land?

Zijn er al belastingplichtigen die acties ondernomen hebben omdat ze zich benadeeld voelen door beslissingen van ambtenaren wier benoeming verbroken werd?

10.02 Minister Didier Reynders (Frans): Bij arrest nr. 207.933 van 7 oktober 2010 vernietigde de Raad van State de benoeming van de drie Nederlandstalige leden van het college van leidinggevend van de Dienst voor voorafgaande beslissingen in fiscale zaken. De Raad van State is van oordeel dat uit de benoemingsbesluiten van 6 april 2010 niet kan worden afgeleid waarom een andere kandidaat niet werd benoemd.

Ik heb een nieuw ontwerp van koninklijk besluit ingediend, waarin rekening wordt gehouden met deze kritiek. Er werd hierover nog geen akkoord bereikt met alle leden van de regeringscoalitie. Ik ben van plan om het ontwerp opnieuw aan de eerstvolgende ministerraad voor te leggen.

Het arrest van de Raad van State heeft geen invloed op de inning van belastingen, en tot dusver hebben er nog geen belastingplichtigen op grond van dat arrest een zaak aangespannen tegen de Staat.

Naar mijn oordeel is het mogelijk in het kader van de lopende zaken dezelfde personen opnieuw te benoemen en de motivatie te wijzigen.

10.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Het is jammer dat dit besluit niet beter gemotiveerd was.

Ruling is positief voor de investeringszekerheid in ons land, maar betwistbaar wanneer ze gaat aanleunen bij mechanismen voor belastingontwijking. Ik hoop dat er snel een oplossing kan worden gevonden.

10.04 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Met deze opmerkingen trekt u de integriteit in twijfel van ambtenaren die, onafhankelijk van de minister, werk verrichten in deze commissie. Deze ambtenaren werden verscheidene malen door het Parlement gehoord. Eenieder moet hieruit zijn conclusies trekken.

10.05 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Ik sta achter wat ik heb gezegd. Mijn opmerkingen viseren niet de personen, maar de mechanismen. Er werden wetsvoorstellen ingediend om bepaalde regularisatieregels te verbeteren. Het wettelijke kader is dus niet helemaal aangepast aan de doelstelling om te komen tot een correcte inning van de belastingen en tot een correcte bijdrage van de bedrijven en de investeerders aan de financiering van de collectieve voorzieningen van de overheid en aan de herverdeling van de middelen ten voordele van de burgers.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 13.15 uur.